



## PHASE PROJET RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS

### LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS

#### MAITRE D'ŒUVRE IPH INGÉNIERIE

##### Département bâtiment

831 rue Quentin de la Tour

02100 HARLY

Tél : 03 23 68 68 07 - Fax : 03 23 08 90 27

Courriel : batiment@iph-bet.fr

#### MAITRE D'OUVRAGE DISP DES HAUTS-DE-FRANCE


##### Département des Affaires Immobilières

123, rue Nationale

BP 765


59034 LILLE

DOSSIER N°	IND.	DATES	MODIFICATIONS / ÉTAPES	RÉDACTEURS	RÉFÉRENTS
12243	A	16/05/2023	Rédaction	D. LEPOIRE	D. LEPOIRE
12243	B	01/09/2023	Modifications : Amiante et remarques MOA	D. LEPOIRE	D. LEPOIRE
12243	C	01/12/2023	Modifications	A.FLAMME	A.FLAMME
12243	D	15/01/2025	Suppression cellule PMR + dallage cours B	D. COURTIN	D.COURTIN


12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 2 sur 47

## SOMMAIRE


1	Présentation générale .....	6
1.1	Prologue : clauses de sûreté .....	6
1.2	Objet du cahier des charges .....	6
1.3	Définition de l'opération.....	6
1.3.1	Présentation générale du site .....	6
1.3.2	Contraintes de site .....	6
1.3.3	Conditions de coactivités .....	7
1.3.4	Contraintes de marché.....	7
1.4	Connaissance marché .....	7
1.4.1	Liste des intervenants .....	7
1.4.2	Étendue des travaux .....	8
1.4.3	Construction du CCTP- allotissement.....	8
1.4.4	Limites de prestations.....	8
1.4.5	Pénalités.....	9
1.4.6	Calendrier prévisionnel .....	9
1.4.7	Documents et annexes fournis au DCE .....	9
1.5	Données fournies et performances attendues.....	9
1.5.1	Performances acoustiques.....	9
1.5.2	Performances thermiques .....	9
1.5.3	Étanchéité à l'air .....	9
2	Prescriptions applicables dès la phase candidature.....	10
2.1	Connaissance du projet .....	10
2.2	Visite obligatoire - Reconnaissance des lieux .....	10
2.3	Sondages.....	11
2.4	Quantités .....	12
2.5	Qualités des fournitures et équipements.....	12
2.6	Vérification des documents – marché forfaitaire.....	12
2.7	PSE et BPU.....	13
2.8	Variantes.....	13
2.9	Pièces à fournir obligatoirement avec l'offre .....	13
2.9.1	Méthodologies d'intervention .....	14
2.9.2	SOGED .....	14
2.9.3	Dossier technique .....	14
2.9.4	DPGF.....	14

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 3 sur 47


2.9.5	Certificat de visite .....	14
2.9.6	Qualifications professionnelles .....	15
2.9.7	Références.....	15
2.9.8	Assurances professionnelles .....	15
2.9.9	Sous-traitance .....	15
2.10	Références réglementaires.....	16
2.10.1	Règlements et décrets .....	16
2.10.2	Normes et DTU.....	17
2.10.3	Avis techniques .....	17
2.10.4	Documents publiés par les organismes divers.....	17
2.10.5	Accessibilité PMR .....	17
2.10.6	Sécurité incendie.....	17
2.10.7	Normes fondamentales .....	18
2.10.8	Normes de performance .....	18
2.11	Contrôle technique .....	18
3	Prescriptions applicables dès la phase exécution .....	19
3.1	Réunions et visites de chantier.....	19
3.2	Études préparatoires .....	19
3.2.1	Planning et phasage .....	19
3.2.2	Revue des prestations techniques .....	20
3.2.3	Prestations générales d'études et de documents d'exécution.....	20
3.2.4	Démarches et autorisations .....	20
3.2.5	Vérifications techniques.....	21
3.2.6	PV et Avis techniques.....	21
3.2.7	Comportement au feu.....	21
3.2.8	Échantillons .....	22
3.2.9	Prototypes.....	22
3.2.10	Vérification des cotes.....	22
3.2.11	Compte prorata.....	22
3.3	Mise en œuvre et réalisation des ouvrages.....	23
3.3.1	Qualité.....	23
3.3.2	Respect des mesures.....	23
3.3.3	Tolérances dimensionnelles.....	23
3.3.4	Modifications en cours de chantier .....	24
3.3.5	Consignations et coupures.....	24

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 4 sur 47

3.3.6	Respect du calendrier .....	24
3.3.7	Coordination .....	25
3.3.8	Travaux de dépose et de démolition .....	25
3.3.9	Matériaux et matériels de récupération .....	25
3.3.10	Contrôle en usine .....	25
3.3.11	Réception et qualité des supports .....	26
3.3.12	États des surfaces .....	26
3.3.13	Scelllements .....	26
3.3.14	Bouchements, raccords, calfeutrements .....	26
3.3.15	Déchargement et montage des matériaux .....	26
3.3.16	Stockage des matériaux .....	27
3.4	Contrôles .....	27
3.5	Essais .....	27
3.5.1	Ouvrages traditionnels .....	27
3.5.2	Ouvrages non traditionnels .....	28
3.5.3	Essais sur ouvrages douteux .....	28
3.5.4	Essais divers .....	28
3.5.5	Remplacement des ouvrages défectueux .....	28
4	Prescriptions applicables en phase réception des travaux .....	29
4.1	Repliement des installations de chantier .....	29
4.2	Opérations préalables à l'achèvement des travaux .....	29
4.3	Levée des réserves .....	29
4.4	DOE .....	29
4.5	Présentation des DOE .....	30
4.6	DIUO .....	31
4.7	Garanties .....	31
5	Hygiène et sécurité .....	31
5.1	Identification des personnels de l'entreprise .....	32
5.2	Covid-19 .....	32
5.3	EPC et EPI .....	32
5.4	Travaux en hauteur .....	32
5.5	Sécurité incendie .....	32
5.6	Spécifications dues aux travaux dans un bâtiment occupé .....	32
5.7	Programmation des interventions .....	33
5.8	Nuisances .....	33

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 5 sur 47

5.9	Amiante.....	33
5.9.1	Réglementation.....	33
5.9.2	Intervention sur matériaux susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante .....	35
5.10	Plomb.....	35
5.10.1	Réglementation.....	36
5.10.2	Intervention sur matériaux susceptibles de provoquer l'émission de poussières de plomb .....	36
5.11	Protection et préservation des usagers.....	41
5.11.1	Sécurité générale extérieure.....	41
5.11.2	Bruit.....	41
5.11.3	Poussières .....	41
5.12	Gestion du risque relatif aux silices cristallines alvéolaires.....	42
5.13	Protection des ouvrages .....	42
5.13.1	Contre le vol.....	42
5.13.2	Contre les risques de détérioration .....	42
5.13.3	Contre les intempéries.....	42
5.13.4	Vidéosurveillance et gardiennage.....	42
5.14	Gestion des déchets.....	43
5.14.1	Normes et réglementations .....	43
5.14.2	Le schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED).....	44
5.14.3	Revente de matériaux.....	45
5.14.4	Organisation, collecte, évacuations .....	45
5.14.5	Classification des déchets .....	46
5.15	Nettoyages.....	46
5.15.1	Nettoyage courant de chantier .....	46
5.15.2	Nettoyage parties intérieures communes et privatives .....	47
5.15.3	Nettoyage quotidien de la base-vie .....	47
5.15.4	Nettoyage de réception .....	47
5.15.5	Entretien des accès .....	47

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 6 sur 47

# 1 PRESENTATION GENERALE

## 1.1 PROLOGUE : CLAUSES DE SURETE

Les exigences de sûreté et de sécurité priment sur tous les sujets, sans discussion ni négociation possible : en cas d'écart, une résiliation du marché pourra être prononcée pour faute.

Les documents transmis dans le cadre de cette mise en concurrence ne pourront en aucun cas être transmis, publiés ou photocopiés par les candidats et le Titulaire.

Ils doivent être immédiatement détruits par les candidats non retenus à la suite de la notification de la décision du représentant du pouvoir adjudicateur de ne pas les retenir. De même, ils devront être immédiatement détruits par le Titulaire du marché au terme des garanties qui lui incombent.

À titre de rappel, l'article 434-35 du code pénal dispose :

*« Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait, en quelque lieu qu'il se produise, de remettre ou de faire parvenir à un détenu, ou de recevoir de lui et de transmettre des sommes d'argent, correspondances, objets ou substances quelconques en dehors des cas autorisés par les règlements.*

*Est puni des mêmes peines le fait, pour une personne se trouvant à l'extérieur d'un établissement pénitentiaire ou d'un établissement de santé habilité à recevoir des détenus, de communiquer avec une personne détenue à l'intérieur de l'un de ces établissements, y compris par la voie des communications électroniques, hors les cas où cette communication est autorisée en application de l'article 145-4 du code de procédure pénale ou des articles 39 et 40 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire et réalisée par les moyens autorisés par l'administration pénitentiaire.*

*La peine est portée à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende si le coupable est chargé de la surveillance de détenus ou s'il est habilité par ses fonctions à pénétrer dans un établissement pénitentiaire ou à approcher, à quelque titre que ce soit, des détenus. »*

## 1.2 OBJET DU CAHIER DES CHARGES

Le présent cahier des charges a pour objet de définir l'ensemble des objets, procédures, études, fournitures et travaux relatifs à la réalisation de l'accessibilité de la Maison d'Arrêt d'Arras dépendant de la DISP de Lille.

Toutes les clauses sont à respecter et à prévoir par l'ensemble des lots et corps d'état.

Le projet consiste à réaliser des aménagements de tous corps d'état sur de nombreuses zones de l'établissement pénitencier, l'objectif étant que tous les détenus comportant un handicap physique ou psychique puissent avoir accès à la totalité des différents services de l'établissement.

Notamment faciliter l'accès aux équipements sanitaires par des équipements adéquat, rendre accessible les lieux de rencontre, tels que les parloirs familles et les boxes ayant usage de rendez-vous pour les détenus avec des intervenants extérieurs tels que les avocats ou le personnel de pôle emploi.

De plus, l'objectif s'élargit également aux personnels extérieurs de la prison, comprenant notamment les familles et les avocats principalement, qui peuvent également se retrouver en situation de handicap.


## 1.3 DEFINITION DE L'OPERATION

### 1.3.1 Présentation générale du site

La Maison d'Arrêt d'Arras se situe 12, rue Carabiniers d'Artois, 62000 ARRAS.

### 1.3.2 Contraintes de site

Tous les travaux seront réalisés en site pénitentiaire occupé et en activité.

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 7 sur 47

Les diagnostics effectués démontrent la présence ponctuelle d'amiante et de plomb.

L'entrepreneur devra veiller à ce que chaque équipement puisse rester accessible dans la journée de son démontage et que les équipements de sécurité internes à l'établissement restent en fonction à tout instant.

### 1.3.3 Conditions de coactivités

Il sera pris note par les entreprises la coactivité localisée avec les entreprises qui réaliseront des travaux associés à un autre chantier que le présent marché.

### 1.3.4 Contraintes de marché

Le dossier est composé de plusieurs lots, chaque entreprise doit avoir connaissance de chacun des autres lots avant de s'engager.

Le présent marché prévoit le renforcement de l'ensemble de ses actions dans un souci :

- De chantier à faible nuisance : signature d'une charte chantier avec un suivi quotidien et production de synthèses régulières par l'ensemble des intervenants
- D'économie circulaire : gestion de l'ensemble des déchets en application des propositions du diagnostic ressources

Il sera donc demandé aux Entreprises de proposer toutes les solutions nécessaires à la bonne mise en place d'un chantier responsable.

## 1.4 CONNAISSANCE MARCHÉ

### 1.4.1 Liste des intervenants

Maître d'Ouvrage :

**DISP de Lille** - Département des Affaires Immobilières - 123, rue Nationale - BP 765 - 59034 LILLE cedex - 03.20.63.66.66 - [stephane.belval@justice.fr](mailto:stephane.belval@justice.fr)

Assistance à Maîtrise d'Ouvrage :

**CABINET CLEMENT ASSOCIES** – Grand Est – 3 rue Isabey – 54000 NANCY – M. Alain BECHET – 06.28.18.22.54 - [abechet@cabinetclement.fr](mailto:abechet@cabinetclement.fr)

Maîtrise d'Œuvre :

**IPH Ingénierie** – 831, rue Quentin de la Tour - 02100 HARLY - 03.23.68.68.07 - [batiment@iph-bet.fr](mailto:batiment@iph-bet.fr)

**MO.TA. Architecture** - 10, Place du 8 Octobre – 02100 SAINT-QUENTIN – 03.23.67.22.96 – [contact@mota-archi.fr](mailto:contact@mota-archi.fr)


SPS :

**DEKRA** - 06.26.48.32.23 - [pascal.boulanger@dekra.com](mailto:pascal.boulanger@dekra.com)

Contrôleur technique :

**QUALICONSULT – Phase conception** : 06.88.19.94.42 - [marie-oceane.gratien@qualiconsult.fr](mailto:marie-oceane.gratien@qualiconsult.fr)

**Phase exécution** : 06.81.11.13.14 - [pierre.guthapfel@qualiconsult.fr](mailto:pierre.guthapfel@qualiconsult.fr)

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 8 sur 47

#### 1.4.2 Étendue des travaux

Dans le cadre contractuel de leurs marchés, les entrepreneurs seront soumis à une obligation de résultat. Ils devront livrer au Maître d'Ouvrage l'ensemble des ouvrages en complet et en parfait état de finition et de fonctionnement, en conformité avec la réglementation, les règles de l'art et les prescriptions du présent document.

Les ouvrages cités dans le présent document n'ont pas un caractère limitatif. Tous les ouvrages représentés sur les plans et non cités au présent document (et inversement) sont à prévoir par l'entreprise.

De même, il doit être prévu tous les sujétions, façons, équipements, fournitures et prestations non mentionnées dans les documents et cependant nécessaires au parfait achèvement et fonctionnement des ouvrages.

#### 1.4.3 Construction du CCTP- allotissement

Le présent marché sera traité en Entreprises séparées.

Cependant, bien que le CCTP soit construit en ensembles techniques séparés, ce CCTP doit être considéré comme un ensemble unique et indivisible. Cette subdivision n'a pour seul objectif que de regrouper techniquement des prestations entre elles pour faciliter leur compréhension.

Charge aux Entreprises de désigner en temps et en heure leur interlocuteur unique.

- LOT 0 : Clauses communes à tous les lots
- LOT 1 : Gros-œuvre – V.R.D.
- LOT 2 : Désamiantage
- LOT 3 : Métallerie
- LOT 4 : Aménagements intérieurs
- LOT 5 : Menuiseries intérieures
- LOT 6 : Chauffage – Ventilation – Plomberie
- LOT 7 : Électricité
- LOT 8 : Ascenseur – Élévateur
- LOT 9 : Mobilier pénitentiaire

#### 1.4.4 Limites de prestations

L'entreprise devra prendre connaissance du contenu de l'ensemble des descriptifs techniques afin d'en comprendre les prestations respectives.


La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette prestation, il faudra :

- Prévoir tous les ouvrages de finition et d'équipements nécessaires.
- Réclamer au Maître d'Œuvre en temps voulu toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution des prestations.
- Assurer la coordination d'ensemble.
- Prendre toutes dispositions utiles pour assurer la complète et parfaite exécution des travaux.

À aucun moment durant le chantier, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires pour la poursuite de ses travaux.



12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 9 sur 47

#### 1.4.5 Pénalités

La gestion des pénalités est indiquée au CCAP.

Celle-ci s'appliqueront notamment pour :

- Tout retard avéré fautif pénalisant le respect du planning.
- Toute absence et retard non justifiés aux réunions programmées à l'avance.
- Toute défaillance quant aux règles d'hygiène et de sécurité.
- Toute défaillance quant à l'évacuation des propres gravois, déblais, etc...
- Toute défaillance au sujet des nettoyages et de la propreté.

Les récidives pouvant aller jusqu'à l'exclusion du chantier et la résiliation du marché.

Le recours à une sous-traitance non déclarée est susceptible de résiliation du marché sans que soit supprimée la possibilité de poursuites légales.

#### 1.4.6 Calendrier prévisionnel

Un planning prévisionnel d'exécution sera joint au DCE.

Pour des raisons évidentes de sécurité, chaque entreprise aura l'obligation de respecter le planning d'exécution joint au DCE.

En cas de désaccord sur le délai imparti au planning, l'entreprise doit en informer la maîtrise d'œuvre dans sa réponse à l'appel d'offres.

#### 1.4.7 Documents et annexes fournis au DCE

Le titulaire est tenu d'examiner exhaustivement, avant la présentation de son offre, tous les documents relatifs aux travaux (y compris les CCTP des autres corps d'état) et devra se tenir parfaitement informé de toutes les conditions de l'exécution ainsi que des limites de prestations entre les différents corps d'état.

### **1.5 DONNEES FOURNIES ET PERFORMANCES ATTENDUES**

Les entreprises s'engagent à exécuter tous les travaux nécessaires à la perfection de l'ouvrage, de manière que celui-ci par rapport à l'état actuel des connaissances, présente tous les éléments de stabilité et de durée, ainsi que toutes les conditions d'achèvement nécessaires et qu'ils soient en tous points conformes à l'art de bâtir et aux règles de sa profession.

#### 1.5.1 Performances acoustiques

La réglementation acoustique et les prescriptions liées, en vigueur à l'ouverture du chantier devront être respectées même si elles ne sont pas explicitement décrites dans les paragraphes suivants.


Cela concerne à la fois les caractéristiques propres des matériaux mais également les moyens et dispositions prises pour leur mise en œuvre.

#### 1.5.2 Performances thermiques

Sans objet

#### 1.5.3 Étanchéité à l'air

L'entrepreneur portera également une importance à la phase des études de conception et à la phase d'exécution : étanchéité à l'air de ses ouvrages

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 10 sur 47

Il est de la responsabilité de chaque corps d'état de rendre ses ouvrages, percements, calfeutrements et toutes autres prestations étanches à l'air.

Le coût des recherches éventuelles de fuites, des réparations, des reprises et embellissements engendrés seront à la charge pleine et entière des entreprises considérées comme responsables par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre.

## 2 PRESCRIPTIONS APPLICABLES DES LA PHASE CANDIDATURE

### 2.1 CONNAISSANCE DU PROJET

Le DCE est un ensemble de documents indissociables les uns des autres.

Afin d'acquérir une parfaite connaissance de l'ensemble des pièces contractuelles pour la présentation de son offre, chaque soumissionnaire est ainsi tenu d'examiner :

- Tous les documents du DCE (y compris les CCTP des autres corps d'état).
- La réglementation technique s'appliquant aux travaux qu'ils ont à réaliser.
- Toutes les conditions d'exécution et les limites de prestations entre les différents corps d'état.
- Les besoins exprimés pour assurer un bon fonctionnement des installations.

La découverte de tout défaut de concordance entre les documents, anomalie, imperfection, omission, erreur, oubli que pourrait faire ressortir l'étude approfondie du dossier, qui serait de nature à contrarier les buts poursuivis, devra être notifiée sans délai à la Maîtrise d'Œuvre : ces observations sont à faire pendant la période d'étude de sa proposition, en tout état de cause, jamais après la remise de celle-ci

Il est bien entendu que toutes les fournitures, façons, sujétions et accessoires même non mentionnés, mais nécessaires au parfait achèvement des ouvrages pour l'obtention d'une réalisation en parfait état de fonctionnement des équipements de l'ensemble de l'opération sont prévus.

Après la remise de son offre, le titulaire ne pourra se prévaloir :

- D'aucune de ces raisons.
- Ni d'aucune incompréhension ou mauvaise interprétation prétendues quant à l'étendue, type ou qualité des installations à fournir.

Le dispensant d'exécuter les travaux, de fournir ou de monter un dispositif mettant en cause le bon fonctionnement ou la sécurité de l'installation, ou pour prétendre à supplément de leurs prix.


La remise de son offre implique l'accord du titulaire sur toutes les directives, conditions et points exposés.

Toutes dérogations aux stipulations du présent CCTP ne peuvent être apportées que par ordre signé par le Maître d'Ouvrage.

### 2.2 VISITE OBLIGATOIRE - RECONNAISSANCE DES LIEUX

Avant d'établir son offre à l'aide des documents joints du dossier de consultation, chaque entrepreneur devra réaliser la visite du site afin d'examiner et donc de prendre en compte notamment :

- L'état des lieux, abords, clôtures, niveaux, etc...
- De la nature du sol, de son état.
- Des capacités de charge des voiries.

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 11 sur 47


- Les modalités d'accès par voie et cheminement, les possibilités et difficultés de circulation et de stationnement.
- Des itinéraires obligatoires à emprunter compte tenu des limites de charge ou de gabarits imposés sur certaines voies et compte tenu des sens de circulation.
- Des possibilités de stationnement et de rotation des camions de livraison et engins de chantier.
- Des périodes d'interdiction de circulation éventuelles pour accès au site.
- Des interdictions de nuisances vis à vis des tiers.
- Des conditions d'accès dans les locaux.
- Des zones d'évacuation.
- L'emplacement, la nature, le nivellement et la configuration du terrain.
- Les limites de propriété et les constructions voisines.
- Les constructions existantes et à démolir.
- Les réseaux de toutes natures aériens et enterrés.
- Toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité générale.
- Toutes les mesures relatives à la protection des ouvrages en place et mitoyens.
- Les modalités et difficultés éventuelles d'approvisionnements et de stockage.
- Les difficultés éventuelles d'exécution des travaux et en général les sujétions locales à prendre en considération pour sa spécialité.
- Toutes les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public.
- L'état général des existants et leur degré de conservation.
- L'état de vétusté de certains éléments existants (le cas échéant).
- La nature des matériaux constituant les existants.
- L'état de conservation et d'entretien des équipements techniques tels que les installations sanitaires, l'électricité et les installations de chauffage, le cas échéant.
- L'origine et la provenance des matériaux, matériels et équipements devant être remplacés pour déterminer les possibilités de remplacement à l'identique ou, au contraire, par des fournitures analogues dans le cas où les produits d'origine ne seraient plus disponibles sur le marché.
- Les principes constructifs des existants et plus particulièrement les structures porteuses.

L'entrepreneur est ainsi censé connaître toutes les difficultés et sujétions qu'il est susceptible de rencontrer dans l'exécution de ses travaux pour s'en être personnellement rendu compte sur la situation des lieux. Il prendra ainsi toutes les dispositions opportunes, notamment, pour procéder à des sondages complémentaires, s'il en estime la nécessité.

L'offre de l'entrepreneur comprendra ainsi implicitement tous les travaux annexes et connexes nécessaires à l'exécution de leurs ouvrages, même s'ils ne sont pas décrits explicitement dans le CCTP.

### 2.3 **SONDAGES**

Chaque entreprise pourra, sous réserve de validation par la Maîtrise d'Ouvrage suivant les dégradations occasionnées, réaliser l'ensemble des sondages nécessaires à l'établissement de ses études. Il ne pourra être fait état d'omission sur les besoins nécessaires à la réalisation du chantier ou de tout écart de quantité entre les pièces du marché et le terrain une fois la phase d'exécution lancée.

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 12 sur 47

## 2.4 QUANTITÉS

Toutes les quantités et métrés indiqués au présent descriptif ou au devis quantitatif estimatif sont donnés à titre indicatif et devront être considérés comme des minima. L'entreprise ajoutera toute prestation qu'elle jugera nécessaire. Aucune réclamation ne sera admise après l'acceptation de l'offre.

L'énumération des matériels et fournitures nécessaires à la bonne exécution des travaux n'est pas limitative.

## 2.5 QUALITES DES FOURNITURES ET EQUIPEMENTS

Dans le présent document, certaines prestations sont définies à l'aide d'une marque commerciale suivie de la mention "ou équivalent". Elles sont données à titre indicatif. Elles ont été choisies en référence, soit pour leurs caractéristiques techniques, leur comportement au feu, leurs aspects ou autres qualités.

Dans le cas où un soumissionnaire proposerait des matériaux ou matériels différents, lesdites fournitures devront avoir des caractéristiques au minimum égales à celles demandées sur les plans qualitatifs, techniques, fonctionnels et esthétiques.

Il devra dans ce cas, fournir à l'appui de son offre toute justification technique sur le matériel proposé ainsi que tout échantillon qui pourrait lui être demandé, par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre et le Contrôleur Technique, qui seront seuls habilités à apprécier et décider de l'équivalence.

Tout produit ne faisant pas l'objet d'un avis technique ou n'étant pas couvert par une assurance, ne pourra être pris en considération, sauf stipulations contraires dans le CCTP.

Dans le cas où cette appréciation serait négative, l'entreprise devra fournir le matériel préconisé par le CCTP.

En tout état de cause, l'entrepreneur restera toujours responsable des matériaux mis en œuvre et du respect du référentiel technique et réglementaire en vigueur.

Il lui incombera de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de chantier, dont notamment :

- La conformité à la réglementation.
- Les performances exigées.
- La nature et le type de matériaux répondant aux impératifs de l'utilisation.
- Les conditions particulières rencontrées pour le chantier.
- La compatibilité des matériaux entre eux.
- Etc...

## 2.6 VERIFICATION DES DOCUMENTS – MARCHE FORFAITAIRE


La nomenclature des travaux a été analysée avec le plus grand soin possible.

Comme le CCTP ne peut entrer dans tous les détails techniques et dans l'énumération de tous les travaux accessoires aux ouvrages à réaliser, les documents écrits ou dessinés remis à l'entrepreneur doivent être considérés comme bases d'exécution.

Toutes les observations concernant le DCE devront être faites par écrit avant la remise de l'offre.

Ainsi l'entrepreneur, en tant que spécialiste :

- Devra comprendre dans le prix global soumissionné, toutes les prestations nécessaires au parfait achèvement des ouvrages. L'entrepreneur ne peut se prévaloir de la brièveté ou de l'absence de description d'une prestation pour ne pas la prévoir.

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 13 sur 47

- Signaler les dispositions qui n'auraient pas son agrément. Le fait d'exécuter sans rien y changer les prescriptions des documents remis, implique son adhésion et soumet à la responsabilité de l'entrepreneur la totalité des installations.
- Formulera ses observations pendant la période d'étude de sa proposition ; en tout état de cause, jamais après la remise de celle-ci.
- Ne pourra en aucun cas refuser d'exécuter à ses frais entiers tout ou partie d'ouvrage en invoquant erreurs, incohérences et/ou omissions normalement décelables par un homme de l'art dans les plans et le présent CCTP.
- Aura à sa charge la vérification des cotes indiquées aux présents documents : les dimensions fournies dans le présent dossier sont données à titre indicatif, et ne peuvent en aucun cas être utilisées comme cotes de fabrication ou de plan d'exécution. Il appartiendra à l'entreprise de vérifier l'ensemble des cotes avant toute commande et le début de la fabrication.
- Devra se rendre sur les lieux.

Ainsi, aucune incompréhension prétendue quant à l'étendue, type ou qualité des installations à fournir suivant le présent CCTP ne sera prise en considération, la remise de son offre impliquant l'accord du titulaire sur toutes les directives, conditions et points exposés.

Toutes dérogations aux stipulations du présent CCTP ne peuvent être apportées que par ordre signé par le Maître d'Ouvrage.

En cas de litige entre le Maître d'Œuvre et l'entrepreneur sur l'interprétation du CCTP, il est bien spécifié que la décision définitive appartiendra toujours au Maître d'Ouvrage.

## 2.7 PSE ET BPU

L'entreprise chiffrera l'ensemble des prestations supplémentaires éventuelles et celles prévues sur le Bordereau de Prix Unitaire. Celles-ci apportent soit une moins-value, soit une plus-value à décompter hors des totaux de base. La plus ou moins-value devra obligatoirement apparaître clairement dans la remise de l'offre.

## 2.8 VARIANTES

Le CCTP correspond à la solution de base adoptée par la Maîtrise d'œuvre et acceptée par la Maîtrise d'Ouvrage. L'Entreprise doit présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation.


Toutefois, en annexe de la proposition conforme au descriptif, il peut être proposé des variantes limitées, à condition qu'elles ne modifient pas les bases du projet. Dans ce cas, la solution de base, strictement conforme à la solution de base du CCTP, servira à l'établissement de l'offre de l'Entreprise.

Les variantes feront l'objet d'un montant séparé, bien distinct de celui de l'offre de base. Les quantités, les prix unitaires et le montant des ouvrages traités selon ces variantes seront fournis à titre indicatif par l'entreprise, leur montant n'étant pas compté dans l'offre initiale, mais dans une proposition annexe. Il est évident qu'un détail technique sera joint afin d'analyser la qualité de l'offre dès lors de sa proposition.

Les variantes demandées lors de l'appel d'offre seront obligatoirement chiffrées suivant la DPGF et le CCTP correspondant.

## 2.9 PIÈCES À FOURNIR OBLIGATOIREMENT AVEC L'OFFRE

Toute offre ne comprenant pas les éléments suivants sera déclarée non conforme.

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 14 sur 47

### 2.9.1 Méthodologies d'intervention

L'entreprise est tenue de joindre à son offre une notice méthodologique d'intervention qui précisera notamment les éléments suivants :

- Méthodologies d'interventions envisagées pour en tenant compte des contraintes du site.
- Organisation envisagée pour l'établissement des relevés sur site et des plans d'exécution.
- Durées prévisionnelles et ordonnancement des différentes tâches pour satisfaire le planning prévisionnel du marché (compris délais de fabrications et de livraisons).
- Description des moyens humains liés à l'ensemble du projet (encadrement, Bureau d'étude, conduite de chantier, main d'œuvre) et moyens matériels affectés spécifiquement au chantier.

### 2.9.2 SOGED

Chaque entreprise prendra soin de fournir un schéma d'organisation et de gestion des déchets en appui de son dossier technique. Devront apparaître les coordonnées des centres de traitement des déchets envisagés. Les bordereaux devront être fournis en phase chantier.

### 2.9.3 Dossier technique

En justification de son offre, chaque soumissionnaire fournira un dossier technique décrivant et justifiant les principaux matériaux et matériels prévus pour le projet.

### 2.9.4 DPGF

L'entreprise remplira soigneusement et obligatoirement la décomposition du prix global et forfaitaire. Elle sera jointe à son acte d'engagement, sous peine d'élimination.

L'entreprise remet ainsi une offre à prix global et forfaitaire pour laquelle elle est responsable des quantités portées à la DPGF.

Elle sert de bordereau de prix unitaires :

- D'une part, pour l'établissement et la vérification des situations mensuelles des travaux.
- D'autre part, pour le règlement des travaux modificatifs, par rapport au projet initial, souvent ordonnés, avant ou en cours d'exécution.

Le marché étant traité à un prix global et forfaitaire, l'Entreprise ne pourra arguer du fait d'erreurs sur les quantités fournies dans son offre, pour tenter de remettre en question le caractère forfaitaire de son offre définitive.


En tout état de cause, il est bien précisé que la décomposition justificative du prix global et forfaitaire n'est pas contractuelle et qu'à ce titre, elle n'a qu'une valeur purement indicative. Seul le forfait total est contractuel.

Les postes doivent être chiffrés individuellement et ne pas faire l'objet de fusionnement.

Les unités ne devront pas être modifiées.

### 2.9.5 Certificat de visite

Des visites du site seront programmées et obligatoires. La non-participation à l'une de celles-ci sera éliminatoire.

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 15 sur 47

### 2.9.6 Qualifications professionnelles

L'entrepreneur, ses cotraitants et/ou sous-traitants certifient que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard du Code de Travail, ou aux règles d'effet équivalent pour les candidats étrangers, et qu'ils s'acquittent des obligations du Code du Travail.

La signature du présent marché et/ou l'approbation des sous-traitants est subordonnée à l'agrément préalable de l'entrepreneur (y compris les cotraitants et/ou sous-traitants éventuels) par l'Organisme Professionnel de Qualification du Bâtiment (QUALIBAT ou références équivalentes dans un pays européen). Chaque entreprise doit produire, joints à sa proposition, les photocopies de sa carte de qualification professionnelle et les originaux de sa police d'assurance qui doit comprendre, dans ses clauses, toutes les garanties nécessaires pour la réalisation des travaux dont elle aura la charge y compris les dommages aux existants. Se référer aux articles des CCTP techniques pour les agréments obligatoires.

### 2.9.7 Références

Pour l'ensemble des prestations demandées, chaque soumissionnaire (et ses cotraitants et/ou sous-traitants éventuels) devra fournir des références relatives à des travaux équivalents à ceux faisant l'objet du présent appel d'offres qu'elles auront effectuées sur des chantiers au cours des deux dernières années avec la possibilité, pour le Maître d'Ouvrage assisté du Maître d'Œuvre, de visiter ces réalisations.

### 2.9.8 Assurances professionnelles

Comme énoncé au CCAP, avant signature du marché, chaque soumissionnaire devra fournir une attestation d'assurance prouvant que :

- Elle est couverte conformément aux polices d'assurance civile et décennale, qui doit comprendre, dans ses clauses, toutes les garanties nécessaires pour la réalisation des travaux dont elle aura la charge y compris les dommages aux existants.
- Elle est à jour de ses cotisations.

La responsabilité du fabricant concernant la qualité des produits mis en œuvre, les prescriptions techniques et sa responsabilité solidaire de la loi du 4 Janvier 1978, devront être couvertes par une police d'assurance.

La mise en œuvre des techniques nouvelles non couvertes par un DTU doit se faire suivant les prescriptions d'un avis technique du CSTB ou d'un avis motivé type « Cahier des Charges » d'un Bureau de Contrôle agréé ou de la section « Construction » de l'assemblée générale des compagnies d'assurances, ou d'ATEX, documents portant alors cette date de publication et délai de validité.


Les techniques d'application non visées par le DTU devront faire l'objet d'un avenant pour être couvertes par la Police Décennale de l'Entreprise.

L'Entreprise devra donc remettre à son assureur une documentation technique sur le système mis en œuvre et se faire confirmer par un avenant à sa police qu'elle est bien couverte pour cette technique non courante.

L'Entreprise doit ainsi toute justification et attestation nécessaire. Ces attestations auront moins de trois mois d'ancienneté.

### 2.9.9 Sous-traitance

La volonté ou le besoin de sous-traitance de travaux devra faire l'objet d'une déclaration au préalable auprès de la Maîtrise d'Ouvrage.

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 16 sur 47

L'entreprise sous-traitante devra être obligatoirement agréée par le Maître d'Ouvrage avant son intervention sur le chantier. Toute sous-traitance non déclarée pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Dans le cas où l'entreprise sous-traiterait tout ou partie de l'exécution du contrat qu'il a conclu avec la Maîtrise d'Ouvrage, il doit remettre au sous-traitant un exemplaire de la présente note ainsi que le Plan Général de Coordination de la Sécurité (PGC) sous bordereau. Le sous-traitant dispose alors d'un délai de 2 semaines à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur pour établir son PPSPS.

Au cas où l'entrepreneur aurait plusieurs sous-traitants, il est tenu de leur communiquer, dès la conclusion du contrat, les noms et adresses des autres sous-traitants et de leur transmettre, sur leur demande, les PPSPS établis par les autres sous-traitants.

## 2.10 REFERENCES REGLEMENTAIRES

D'une façon générale, toutes les prestations et tous les ouvrages accomplis seront réalisés conformément à tous les documents techniques, normes, règlements et textes réglementaires existants et en vigueur le jour de la soumission, selon les dispositions du CCAP travaux.

L'entreprise respectera ainsi tous les documents officiels se rapportant aux travaux de leurs spécialités en vigueur à la date de consultation.

L'emploi des matériaux, procédés ou équipements nouveaux, sera subordonné, soit à un avis technique, soit, à défaut à un accord du Bureau de Contrôle confirmé par une attestation de prise en charge par les assurances.


Si au cours des travaux, une norme venait à être modifiée ou une réglementation nouvelle devait être promulguée, l'opérateur économique devrait dans les parties concernées indiquer au Maître d'Œuvre, les modifications éventuelles avec son offre initiale, sans indication de sa part, ses travaux devront correspondre aux normes ou équivalents en vigueur à la réception des travaux.

### 2.10.1 Règlements et décrets

L'entrepreneur doit se conformer aux textes et règlements prescrits par :

- Les règles de construction.
- Le code pénitentiaire.
- Le code de l'urbanisme.
- Le code de la construction et de l'habitation.
- Le code du travail.
- Le règlement relatif à la protection contre l'incendie des ERP.
- Le règlement sanitaire départemental.
- Tous les décrets, arrêtés, règlements administratifs, qu'ils soient d'ordre national, ministériel, préfectoral, départemental ou communal.
- Le CCAG (Cahier des Clauses Administratives Générales).
- Les CCTG (Cahiers des Clauses Techniques Générales), CPC (Cahier des Prescriptions Communes) applicables aux marchés publics de travaux.
- Le Recueil des éléments utiles à l'Établissement et à l'Exécution des projets de marché en France (REEF).



12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 17 sur 47

### 2.10.2 Normes et DTU

Les matériaux et leur mise en œuvre, dont la réalisation est prévue au marché, doivent satisfaire aux dispositions édictées par l'ensemble des Normes Françaises (NF) publiées par l'Association Française de Normalisation (AFNOR) et homologuées par arrêté ministériel.

Pour tous les travaux d'électricité et le matériel électrique, il est fait application de toutes les normes établies par l'Union Technique d'Electricité (UTE) en complément de celles édictées par l'AFNOR.

En cas de discordance entre les différentes normes, celle de date la plus récente fait foi.

Sont applicables aux matériaux et matériels employés d'une part, et à l'exécution des travaux d'autre part, les prescriptions et recommandations des Cahiers des Charges et des Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (DTU), ainsi que des mémentos, additifs et erratum qui les accompagnent.

Les diverses règles de calculs éditées par le CSTB et celles définies dans les DTU.

### 2.10.3 Avis techniques

Les avis techniques devront avoir obtenu une révision ou être encore en vigueur à la date présumée de réception, faute de quoi les matériaux et matériels seront refusés d'office.

Les dernières éditions de ces avis techniques seront les seules prises en considération et devront être fournies au Maître d'Ouvrage, à l'équipe de Concepteurs et au Contrôleur Technique, un exemplaire sera tenu en permanence au bureau de Chantier.

### 2.10.4 Documents publiés par les organismes divers

L'entrepreneur doit également se conformer aux documents édités par les divers organismes professionnels tels que : Chambres Syndicales, mémentos professionnels, etc... Néanmoins, ces documents ne peuvent en aucun cas déroger aux règlements, normes et DTU. En cas de contradiction, seuls ces derniers sont applicables.

### 2.10.5 Accessibilité PMR

L'entrepreneur doit, dans le cadre du projet, le respect de toutes les normes, les lois, les arrêtés et les annexes entrées en vigueur depuis le 15 Janvier 2007 jusqu'à aujourd'hui.

Rappel non exhaustif des normes et règlements à respecter :

- La circulaire ministérielle DGUHC 2007-53 relative à l'accueil des personnes à mobilité réduite ainsi que les annexes de 1 à 8.
- L'arrêté du 20 Avril 2017 relatif à l'accessibilité des personnes handicapées.
- L'arrêté du 3 Décembre 2007 relatif à l'accessibilité des personnes handicapées.


### 2.10.6 Sécurité incendie

L'entrepreneur doit, en ce qui le concerne, et conformément aux règles de l'art, inclure dans son prix global et forfaitaire, toutes les prestations relatives aux dits arrêtés, suivis de tous leurs décrets et circulaires d'application en vigueur à la date de remise de l'offre.

De plus, les exigences de protection contre les risques d'incendie et de panique exigées par la réglementation sont applicables sans restriction.

L'entrepreneur devra dans le cadre de cette obligation pour tous les ouvrages de son marché concernés par la réglementation « sécurité contre l'incendie » s'assurer en temps voulu que tous les matériaux, produits et composants de construction ainsi que la technique de mise en œuvre soient conformes à cette réglementation.

Rappel non exhaustif des normes et règlements à respecter :

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 18 sur 47

- Code de la construction et de l'habitation, articles relatifs à la protection contre les risques d'incendie et de panique.
- Arrêté du 4 Novembre 1975 modifié (utilisation de certains matériaux et produits).
- Arrêté du 4 Juin 1973 relatif à la classification des matériaux et éléments de construction par catégorie selon leur comportement au feu.
- Les différents décrets et circulaires applicables à la sécurité contre l'incendie dans les E.R.P.
- Arrêté du 22 Juin 1990 portant approbation de dispositions complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP.
- Arrêté du 18 juillet 2006 pour les règles de sécurité incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires.
- Circulaire de la DAP n°700020 du 12 janvier 2007 portant application de l'arrêté précédent.
- Décret n° 57.1161 du 17 Octobre 1967 relatif à la classification des matériaux et éléments de construction par rapport au danger d'incendie.

#### 2.10.7 Normes fondamentales

Le présent CCTP reprend en ce qui concernent les grandeurs physiques, les équations, les symboles de grandeurs et d'unités, les systèmes cohérents d'unités, spécialement le Système International d'unités (SI), les normes :

- NF X 02-001 : Grandeurs et unités ; principes généraux
- NF X 02-003 : Normes fondamentales ; principes de l'écriture des nombres, des grandeurs, des unités et des symboles
- NF X 02-004 : Normes fondamentales ; noms et symboles des unités de mesure du système international d'unités (SI)
- NF X 02-006 : Normes fondamentales ; le système international d'unités ; description et règles d'emploi ; choix de multiples et de sous-multiples

#### 2.10.8 Normes de performance

Les performances des différents composants dans le bâtiment seront conformes aux normes :


- NF P 05-300 : principes d'établissement et facteurs à prendre en compte
- NF P 05-311 : présentation des performances des cloisons non porteuses construites avec des composants de même origine
- NF P 05-321 : présentation des performances des façades construites avec des composants de même origine
- NF P 05-341 : présentation des performances des planchers préfabriqués en béton armé ou Précontraint

### **2.11 CONTROLE TECHNIQUE**

Celui-ci sera assuré par le Bureau de Contrôle désigné par le Maître d'Ouvrage dans le cadre de la mission que celui-ci lui a confié.

L'entreprise devra fournir au Contrôleur Technique, les études, notes de calculs, plans d'exécution des ouvrages en vue de leur vérification.

Elles devront se conformer aux prescriptions du Contrôle Technique sans supplément de prix.

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 19 sur 47

En application de l'article R 111.40 du décret 78- 1146 du 7 décembre 1978, qui impose au Contrôleur Technique de s'assurer que les vérifications techniques qui incombent à chacun des constructeurs énumérés à l'article 1792-1 du Code Civil s'effectuent de manière satisfaisante, l'entreprise devra présenter à l'appui de leur offre, le programme de leurs vérifications techniques comportant notamment :

- L'identification du responsable des vérifications techniques.
- Les procédures de vérification de validité des documents techniques établis.
- Les procédures de diffusion des documents d'exécution approuvés et de retrait des documents périmés.
- La nature et la fréquence des vérifications techniques concernant l'exécution (fiches d'identification et/ou bons de livraison, fiches de contrôle d'exécution, procès-verbaux d'essais à la charge de l'entreprise, etc...).

### 3 PRESCRIPTIONS APPLICABLES DES LA PHASE EXECUTION

Aucune modification au projet établi ne pourra être apportée en cours d'exécution sans autorisation formelle de la Maîtrise d'Ouvrage et de la Maîtrise d'Œuvre.

Les frais résultants de changement non autorisé ainsi que tout travail supplémentaire exécuté sans ordre de service seront intégralement à la charge de l'entreprise concernée.

#### 3.1 REUNIONS ET VISITES DE CHANTIER

Chaque entreprise est tenue d'assister à toutes les réunions et toutes les visites de chantier auxquelles elle est convoquée. Il est prévu au moins une réunion de chantier par semaine au cours de laquelle le chantier sera visité en intégralité.

L'entrepreneur est tenu d'assister ou de se faire représenter par son personnel parfaitement au courant de l'affaire et ayant pouvoir de décision, chaque fois qu'il y est convoqué, aux rendez-vous de chantier hebdomadaires (jour et horaire définis), présidés par le Maître d'Œuvre ou son représentant ou à chaque convocation exceptionnelle nécessaire à la bonne exécution du chantier.

#### 3.2 ÉTUDES PREPARATOIRES

La période de préparation de chantier sera mise à profit pour réaliser les études et plans d'exécution.

##### 3.2.1 Planning et phasage


L'entreprise générale devra réaliser durant la phase de préparation le planning détaillé qui se substituera au planning prévisionnel. Cela comprend notamment :

- Le calendrier de préparation et d'exécution des travaux.
- Les délais de commandes et de livraison des matériels.
- Les délais d'établissement des documents d'exécution.
- La courbe prévisionnelle des effectifs.

Ce nouveau planning détaillé, sera signé et tamponné par toutes les entreprises et deviendra contractuel.

L'entreprise aura à organiser ses interventions en fonction des besoins des autres corps d'états et en accord avec le planning général, suivant les prescriptions du Maître d'Œuvre.

Une attention particulière sera portée par chaque entrepreneur sur le phasage de ses interventions aux regards des difficultés d'accès, de cheminement du projet et de mise en œuvre.

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 20 sur 47

### 3.2.2 Revue des prestations techniques

Les prestations techniques à effectuer seront passées en revue afin de favoriser la collaboration entre les différents acteurs du projet :

- Liste des documents techniques existants.
- Revue détaillée des prestations techniques prévues aux contrats.
- Identification et listage des points à risques.

### 3.2.3 Prestations générales d'études et de documents d'exécution

L'entrepreneur établira d'après les pièces contractuelles, au moins quinze jours avant l'exécution des travaux, l'ensemble des documents nécessaires à la réalisation des ouvrages. Chaque entreprise est réputée maîtriser les procédés constructifs à mettre en œuvre pour une réalisation dans les règles de l'art en vigueur au moment du chantier.

A la charge de l'entreprise :

- Le rappel des hypothèses servant au dimensionnement des ouvrages.
- Le planning et le listing des besoins au regard des prescriptions techniques établis en conséquence.
- Les documents communs tels que les besoins en réservations, percements etc...
- Notices de sélection des matériels.
- Schémas et notes de calculs nécessaires à la réalisation des ouvrages.
- Dimensionnements d'éléments (ceux indiqués au CCTP sont donnés à titre indicatif).
- Schémas et plans d'exécution et de détails.
- Les documents nécessaires à la validation du Bureau de Contrôle.
- Les documents, notices, plans et calculs nécessaires pour les prestations liées.
- Les Plans des éléments préfabriqués éventuels.
- Les plans d'atelier comprenant les plans d'assemblage et de réservations, les plans de fabrication.


Ces éléments seront vérifiés par l'équipe de Maîtrise d'Œuvre dans le cadre de la mission VISA. La mise en œuvre des plans ne pourra se faire qu'à l'obtention du « bon pour accord » qui comprend le Visa du Maître d'Œuvre et l'accord du Bureau de Contrôle.

L'ensemble des documents et données fournies à la Maîtrise d'œuvre pour VISA sera adressé avec un bordereau des pièces envoyées (avec descriptif clair du document, date, indice de modification et numéro de pièce). Aucun VISA ne sera délivré sans le respect de cette procédure.

Toute exécution prématurée, faute d'avoir soumis en temps utile les plans à l'approbation du Maître d'Œuvre et du Bureau de Contrôle le cas échéant, s'effectuerait sous la seule responsabilité de l'entrepreneur et les modifications qui pourraient lui être demandées, seraient entièrement à sa charge, y compris les conséquences du retard sur le planning des travaux.

### 3.2.4 Démarches et autorisations

L'entrepreneur devra faire son affaire personnelle de l'obtention de tous les accords et de toutes les autorisations auprès des administrations et services publics compétents, nécessaires à la réalisation de leurs travaux en fonction de la technique retenue. Il devra, de même, obtenir des concessionnaires toutes les autorisations nécessaires, permettant le raccordement des ouvrages réalisés aux réseaux publics concédés.

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 21 sur 47

Tous les travaux demandés par les administrations, services et concessionnaires pour permettre le bon déroulement et l'achèvement complet de la réalisation, seront à charge de l'entrepreneur. Les frais de dossiers éventuellement demandés par ces services sont également à sa charge.

L'entrepreneur doit au moment opportun et de son propre chef, effectuer toutes les démarches nécessaires auprès des services compétents afin d'obtenir en temps voulu, la mise en service des installations.

Il doit enfin se procurer et remplir les formulaires nécessaires, les transmettre au Maître d'œuvre pour les faire signer par le Maître d'Ouvrage, et les remettre aux services intéressés.

Il est rappelé que l'entrepreneur est responsable des contraventions de toute nature qu'il peut encourir du fait de la non-observation des règlements locaux de voirie.

À noter l'entrepreneur devra répondre aux obligations de déclarations DIT et DICT. Les demandes de DICT et plans de réseaux enterrés, demandes de déviation et de limitation de vitesse seront faites aux les autorités compétentes.

### 3.2.5 Vérifications techniques

Si pour l'exercice de sa mission, le Contrôleur Technique préconise des opérations de démontage ou des sondages, ces derniers seront effectués par l'entrepreneur et à ses frais.

L'entrepreneur devra indiquer au Maître d'Ouvrage, au Bureau de Contrôle et au Concepteur :

- L'identification du responsable des vérifications techniques.
- Les procédures de diffusion des documents d'exécution approuvés et de retrait des documents périmés.
- La nature et la fréquence des vérifications techniques concernant l'exécution (fiches d'identification, bons de livraison, fiches de contrôle d'exécution, procès-verbaux d'essais, etc...).

Ces documents seront soumis au visa du Bureau de Contrôle et seront diffusés au Maître de l'Ouvrage, au Coordonnateur de sécurité (CSPS) pour les DIUO, et au Concepteur après vérification et visa.

### 3.2.6 PV et Avis techniques

L'entreprise fournira tous documents de conformité justifiant leur conformité aux règles de l'art tel que :


- PV ou certificat de classement ou d'essais des matériaux.
- Avis techniques.
- Fiches techniques diverses des matériaux utilisés précisant leur provenance, leur nature, leur géométrie et leurs caractéristiques physiques et mécaniques et leur réaction au feu.

Pour l'utilisation et la mise en œuvre de matériaux non traditionnels, l'entrepreneur respectera les prescriptions et recommandations de l'avis technique correspondant ou du cahier des charges approuvés. Il devra fournir les PV de classement au feu des matériaux utilisés et leur avis technique. À défaut, il suivra les prescriptions du fabricant.

Dans ce cas, il adjointra à sa proposition une attestation d'assurance spéciale, étendant la garantie de ces matériaux.

### 3.2.7 Comportement au feu

Les matériaux mis en œuvre doivent avoir un classement de comportement au feu selon leur emplacement et en fonction de la destination des locaux dans lesquels ils seront mis en œuvre.

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 22 sur 47

Le matériau ou matériel doit avoir fait l'objet d'un procès-verbal d'essai du CSTB de résistance et/ou de comportement au feu.

L'entrepreneur doit impérativement respecter les spécifications de mise en œuvre consignées dans le PV d'essai et mettre en œuvre les composants ou équipements du même fabricant que ceux qui ont été utilisés pour l'essai ou qui sont préconisés dans le PV d'essai. Il doit demander, selon nécessité, l'extension "PV de chantier".

Si l'entrepreneur ne respecte pas ces clauses, il est tenu de remplacer les ouvrages mis en œuvre ou de faire procéder à de nouveaux essais à ses frais exclusifs.

### 3.2.8 Échantillons

L'entrepreneur devra fournir pendant la période préparatoire du chantier (et avant toute commande ou mise en œuvre) les échantillons de tout le matériel qu'il se propose d'utiliser, sans que la Maîtrise d'Œuvre ait besoin de les réclamer.

La Maitrise d'Œuvre pourra refuser tout matériel qui ne lui paraîtra pas correspondre aux besoins de l'installation ou aux prescriptions du présent CCTP, sans que cette décision puisse motiver une modification des conditions du marché, de leur application, ou provoquer l'établissement d'un additif.

La Maitrise d'Œuvre pourra demander la présentation des échantillons cités en référence dans le CCTP à titre indicatif, afin de pouvoir les comparer avec le matériel proposé par l'entreprise.

L'entrepreneur devra tenir compte, en fonction du planning, des délais d'approvisionnement et du temps d'approbation nécessaire et présenter son matériel suffisamment à l'avance.

Les couleurs, décors et aspects de finition de tous les ouvrages à la charge de l'entrepreneur seront fixés impérativement par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre lors de l'établissement des études d'exécution et l'entreprise est tenu de les respecter scrupuleusement.

Toutefois l'entrepreneur doit se faire confirmer toutes ces prescriptions avant toutes passations de commande à ses fournisseurs et avant tout début de fabrication.

Les frais correspondants à la fourniture des échantillons sont réputés inclus dans les prix unitaires.

### 3.2.9 Prototypes

Sans objet

### 3.2.10 Vérification des cotes

En guise de réalisations sur-mesure, l'entrepreneur est tenu de relever et de vérifier soigneusement sur place avant toute commande et exécution de ses travaux, toutes les cotes et niveaux.


Aucune cote ne doit être prise à l'échelle métrique sur les plans pour l'exécution des travaux.

L'entrepreneur ne peut apporter de lui-même aucune modification aux plans et devis, mais doit signaler au Maître d'Œuvre tout changement ou complément qu'il jugerait utile d'y apporter.

Faute de se conformer aux prescriptions énoncées ci-avant, l'entrepreneur est le seul responsable des erreurs d'exécution et des conséquences qui en résultent tant sur la qualité que sur le délai et le coût.

### 3.2.11 Compte prorata

La gestion se fera suivant les normes en vigueur et notamment la norme AFNOR NF P03-001 de décembre 2000 constituant le « cahier des clauses administratives générales » applicable aux relations privées en la matière.

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 23 sur 47

Les montants seront plafonnés un pourcentage maximum du montant de chaque lot indiqué dans le CCTP du titulaire en charge de la gestion du compte PRORATA. Des « Commissaires aux comptes » seront nommés pour superviser les dépenses.

Seront imputables au compte-prorata :

- Les frais d'ouverture des comptages d'énergie
- Les consommations d'électricité et d'eau ;
- Le nettoyage hebdomadaire de la base vie (bureau de chantier, sanitaires, vestiaires et réfectoires) ;
- La mise en œuvre d'une box permettant d'avoir un lien internet dans la base vie ;
- Les consommations de combustible relatives au chauffage chantier ;
- Les frais de collecte, d'évacuation et de traitement des déchets ménagers de la base vie.

L'entrepreneur en charge de la gestion du compte-prorata précèdera au règlement des dépenses correspondantes, mais pourra demander des avances aux autres entrepreneurs. Il effectuera en fin de chantier la répartition des dites dépenses.

Pour ce qui concerne la répartition des dépenses dites communes, l'action du maître d'œuvre sera limitée au rôle d'amiable compositeur qu'il pourra jouer dans le cas où les répartitions stipulées à l'alinéa qui précède conduiraient à des différends entre les entrepreneurs, si ces derniers lui demandent d'émettre un avis destiné à faciliter le règlement de ces différends.

Le Maître d'ouvrage n'est pas censé intervenir dans le règlement des différends entre intervenants.

### 3.3 MISE EN ŒUVRE ET RÉALISATION DES OUVRAGES

#### 3.3.1 Qualité

Il est exigé une exécution et une finition parfaite dans les moindres détails pour l'ensemble des travaux et des prestations du CCTP.

La responsabilité du titulaire subsiste entière, tant en ce qui concerne la solidité des ouvrages, les calculs de résistance, des oublis, défauts, vices ou malfaçons, qu'en ce qui concerne les accidents qui pourraient en être la conséquence pendant l'exécution des travaux et les périodes de garantie.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le Maître d'Œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état, et aucune prolongation de délai ne seront accordés.

#### 3.3.2 Respect des mesures


Respect rigoureux des cotes dans tous les sens. En cas de différence constatée, l'entrepreneur devra en aviser la Maitrise d'Œuvre pour y apporter les corrections nécessaires.

#### 3.3.3 Tolérances dimensionnelles

Elles devront satisfaire aux conditions établies dans les documents suivants :

- "Tolérances dimensionnelles du gros-œuvre des bâtiments traditionnels et assimilés" établies par l'UTI dans les annales n°357 de Juin 1977 (par convention, les stipulations de ce document sont étendues mutatis mutandis à l'ensemble des ouvrages extérieurs et intérieurs d'aménagement et d'équipement des bâtiments).
- "Normes AFNOR PO 1 - 101 de juillet 1964" dimensions de coordination des ouvrages et éléments de construction.



12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 24 sur 47

- DTU et recommandations professionnelles mentionnées dans les divers CCTP.

Le non-respect des tolérances entraînera, après avis du Maître d'Ouvrage, soit la démolition, soit la réfection de la partie d'ouvrage incriminé.

### 3.3.4 Modifications en cours de chantier

L'entrepreneur devra constamment se préoccuper d'avoir à sa disposition, et de mettre à celle de son personnel, les plans et détails dans leur plus récente mise à jour. Il veillera également à annuler les exemplaires périmés.

Il est précisé qu'en aucun cas, les différences plus ou moins légères de cotations, modifications dues à des mises au point ou découlant des besoins des divers corps d'état, etc..., ne pourront être considérées comme ouvrant droit à demande de supplément.

Il en sera de même si, avant exécution, des modifications d'implantation, de distribution, de parcours, de canalisations, sont jugées nécessaires ou si elles découlent des besoins des divers corps d'état lors de la synthèse.

En vue de respecter la conception générale le Maître d'œuvre pourra imposer à l'entrepreneur les modifications de détails que, pour un motif technique ou esthétique, il jugera souhaitable d'apporter au projet.

L'entrepreneur ne pourra arguer de ces rectifications ou modifications pour motiver un retard dans l'exécution des ouvrages.

### 3.3.5 Consignations et coupures

La mise hors service des réseaux sera effectuée par les différents concessionnaires à la charge financière du Maître d'Ouvrage. Cependant, l'entreprise doit inclure dans sa remise de prix les interventions sur ces réseaux hors service dans les zones de prestations. Elle devra donc les terrassements nécessaires, la dépose des réseaux hors service et/ou abandonnés, la protection des réseaux conservés et le remblaiement des tranchées en terre végétale.

L'entrepreneur devra obtenir les Procès-Verbaux de consignation des réseaux de la part de tous les concessionnaires concernés et vérifiera la mise hors service des réseaux. La dépose des réseaux hors service ne pourra commencer qu'après obtention de ces attestations et validation du plan de retrait amiantes pour les réseaux amiantés. Les réseaux d'assainissement seront déposés dans la partie environnante des bâtiments et seront calfeutrés au mortier.


### 3.3.6 Respect du calendrier

L'entrepreneur devra faire connaître par écrit au Maître d'œuvre, au plus tard dans le délai de huit jours, à partir du moment où ils se sont produits ou ont été constatés, tous faits de nature à modifier les dates d'exécution prévues audit calendrier.

S'il est reconnu qu'il s'agit de difficultés imprévisibles, l'entrepreneur proposera dans les dix jours suivant la notification qu'il lui en aura été faite, un nouveau projet de calendrier, faute de quoi l'ancien calendrier conservera toute sa valeur.

Le Maître d'œuvre pourra, dans le cadre du délai d'exécution figurant au présent cahier, soit pour tenir compte des variations intervenues dans les sujétions des autres travaux intéressant l'équipement de la zone, soit pour toutes autres raisons valables, apporter toutes rectifications nécessaires au calendrier des travaux ; il aura en particulier la faculté de décider l'exécution des travaux par tranches successives ou de différer ou d'interrompre tout ou partie desdits travaux.



12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 25 sur 47

### 3.3.7 Coordination

Les Entreprises devront se mettre en temps utile en rapport avec les autres lots intéressés pour leur fournir toutes indications pour le parfait achèvement de leurs travaux.

Le fait de commencer des travaux équivaut à une réception sans réserve des supports et les travaux qu'il jugerait nécessaires par la suite seront à sa charge.

### 3.3.8 Travaux de dépose et de démolition

Les travaux de dépose et de démolition devront être réalisés avec soin pour éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés.

Ces travaux comprendront implicitement tous travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose tels que descellements, démontage de pattes ou autres accessoires de fixation, coupements, hachements, etc...

Les méthodes et les moyens de dépose sont laissés au choix des entrepreneurs qui devront les définir en fonction de la nature de l'ouvrage à déposer, de son emplacement, de son environnement et de toutes autres conditions particulières rencontrées.

L'entrepreneur aura à prendre toutes les mesures de protection et de garantie efficace pour assurer dans tous les cas la sécurité des tiers, la protection de l'environnement, la propreté du domaine public et privé et l'hygiène aux abords du chantier.

Il aura à prendre également le cas échéant toutes les dispositions afin de n'apporter aucun désordre, si minime soit-il, aux constructions conservées contiguës.

Les mesures de sauvegarde de canalisations, câbles, etc..., qui s'avéreraient éventuellement nécessaires seront prises en accord avec les services compétents.

### 3.3.9 Matériaux et matériels de récupération

Le Maître d'Ouvrage aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements en provenance des déposes et des démolitions.

Ces matériels, matériaux et équipements sont, le cas échéant, définis au début des travaux.

Ils seront à déposer avec soin, à trier et à ranger par les entrepreneurs dans l'enceinte du chantier aux emplacements qui leur seront indiqués en temps utile.


Les sujétions de récupération font partie du prix des marchés.

En dehors de ces matériaux récupérés et rangés, les entrepreneurs auront la liberté de récupérer tous les matériaux de leur choix, mais ils devront les évacuer du chantier en même temps que les gravois.

Tous les autres matériaux, quels qu'ils soient, en provenance des démolitions, qu'ils soient susceptibles de réemploi ou non, seront acquis aux entrepreneurs qui pourront en disposer à leur gré après enlèvement du chantier.

### 3.3.10 Contrôle en usine

Le Maître d'Ouvrage a le droit de se faire représenter dans les usines, magasins, ateliers et carrières de l'entrepreneur ou du fournisseur, pour procéder à la vérification et à l'essai des matières premières avant usinage, au contrôle de la fabrication et de l'expédition des fournitures destinées aux travaux du présent marché. Les diligences nécessaires pour permettre cette représentation auprès des fournisseurs incombent à l'entrepreneur.

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 26 sur 47

### 3.3.11 Réception et qualité des supports

Lorsqu'un ouvrage exécuté par un entrepreneur constitue le support de la prestation d'un autre entrepreneur, celui-ci doit réceptionner le support. La réception des supports doit être effectuée contradictoirement par les entrepreneurs intéressés.

Aucun ouvrage (horizontal ou vertical) ne doit être exécuté sur un support jugé défectueux par l'entrepreneur chargé dudit ouvrage.

Il doit en l'occurrence réceptionner contradictoirement le support avec l'entreprise qui l'a réalisé et, en cas d'incapacité à l'emploi (en particulier non-respect des tolérances), le support devra être mis en conformité aux frais de l'entreprise responsable, l'arbitrage du Maître d'Œuvre pouvant, le cas échéant, être recherché.

Faute à l'entrepreneur de susciter cette réception, sa responsabilité sera recherchée en cas de non-conformité du produit fini.

S'il estime le support non conforme, il doit le signaler par écrit au Maître d'Œuvre en temps utile et au plus tard, huit jours avant le début prévu de sa prestation, outre ces délais l'entrepreneur sera réputé avoir implicitement validé ce dernier.

### 3.3.12 États des surfaces

Ce sont, sauf dispositions contraires, celles définies dans les DTU 59.1 : Travaux de peinture :

- Chapitre III : subjectile pour les ouvrages à peindre ou restant non peints
- Chapitre IV - article IV : classement d'aspect pour les ouvrages peints

### 3.3.13 Scellements

Les scellements directs, par fixations mécaniques seront à la charge de chaque corps d'état intéressé, pour la mise en œuvre de ses installations sauf indication contraire inscrite aux CCTP.

Ils seront compatibles avec le support et devront permettre la finition.

Ils devront reconstituer la qualité de l'ouvrage concerné conformément aux exigences techniques et esthétiques dont il relève.

**Nb : le milieu pénitentiaire nécessite un soin très particulier à ces prestations ; chaque entrepreneur doit en avoir parfaitement conscience.**

### 3.3.14 Bouchements, raccords, calfeutrements


Les bouchements et rebouchages sont systématiquement effectués en creux par l'entrepreneur à qui ils sont nécessaires.

Les raccords de finition seront à la charge de chaque entreprise et devront reconstituer la qualité de l'ouvrage concerné conformément aux exigences techniques et esthétiques dont ils relèvent.

Le scellement et le calfeutrement des dormants est à la charge du corps d'état « Menuiseries ».

### 3.3.15 Déchargement et montage des matériaux

L'entrepreneur fait son affaire de tous les transports, approvisionnements, déchargements et manutention de ses matériaux, matériel ou ouvrages fabriqués ainsi que des points accès, de stationnement et de déchargement, et tous types de cheminements. Il en est de même pour la descente, sortie et enlèvement des gravois.

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 27 sur 47

### 3.3.16 Stockage des matériaux

Les ouvrages livrés sur le chantier en attente de pose devront être stockés à l'abri des intempéries et des chocs. Les conditions de stockage doivent être telles qu'elles ne subissent aucune déformation ou détérioration.

Les matériels endommagés seront échangés ou remis en état par le titulaire et à ses seuls frais, sur simple demande du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Œuvre.

Les stockages et dépôts de matériaux devront obligatoirement être effectués à l'extérieur des constructions, dans les abris aménagés par les entrepreneurs et à leur frais et à des emplacements ayant reçu l'agrément du Maître d'Œuvre.

Pour toute demande de stockage à l'intérieur des bâtiments, l'entrepreneur devra solliciter l'accord du Maître d'Œuvre, par écrit ou lors d'un rendez-vous de chantier avec réponse consignée au compte-rendu.

## 3.4 CONTROLES

Le Maître d'œuvre se réserve le droit de procéder à des contrôles de conformité des matériels, matériaux et fournitures sur chantier.

Pour les matériels et matériaux conformes aux normes ou relevant d'un Avis Technique, d'une qualification NF ou d'une certification, le contrôle se bornera à la vérification du marquage et au contrôle de l'aspect et de l'intégrité des produits.

En cas de doute sur la conformité, le Maître d'Œuvre pourra faire réaliser des essais par un organisme de son choix, aux frais de l'entrepreneur. Tous les essais de contrôle nécessités par les travaux ou demandés par le représentant du concepteur ou par l'organisme de contrôle seront effectués par un organisme agréé, et feront l'objet d'un procès-verbal qui sera diffusé aux intéressés.

L'entrepreneur doit assurer les transports des échantillons, maquettes ou prototypes de l'atelier au laboratoire ou du chantier au laboratoire sans pouvoir prétendre à une indemnité quelconque. Les frais de laboratoires sont également à la charge de l'entrepreneur, et le laboratoire et l'ingénieur apte à effectuer les essais doivent être obligatoirement agréés par l'équipe de concepteurs.

Tous les matériaux et matériels défectueux ou non conformes seront immédiatement remplacés.

## 3.5 ESSAIS

L'entreprise procédera aux essais nécessaires à la conformité et à la salubrité des installations.


Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, l'entrepreneur devra effectuer, un mois au minimum avant la réception des travaux, les essais et vérifications figurants sur la liste publiée dans le document technique AQC, dans la mesure où ils s'appliquent aux installations concernées.

Les résultats de ces essais et vérifications seront adressés, par écrit, au Maître d'Œuvre avant la réception.

L'entreprise devra établir et remettre en 5 exemplaires les essais AQC qu'elle aura mis en œuvre, dûment signés par le Bureau de Contrôle, ainsi que les certificats d'essais et de garantie des matériels mis en œuvre.

### 3.5.1 Ouvrages traditionnels

Les essais stipulés dans les DTU, normes AFNOR, documents techniques auxquels il est fait référence dans le CCTP, sont demandés par le Maître d'Œuvre, et à la charge de l'entrepreneur qui réalise l'ouvrage.

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 28 sur 47

### 3.5.2 Ouvrages non traditionnels

Tous les ouvrages et éléments d'ouvrages non traditionnels au sens administratif et des assurances devront avoir fait l'objet d'un avis technique du CSTB et avoir été accepté par la Commission Technique de l'Assurance.

Les ouvrages devront être réalisés conformément aux prescriptions et conditions de validité de l'avis technique et des documents qui y sont annexés (en particulier cahier des prescriptions techniques).

Ils devront, en outre, respecter les conditions spéciales et limites d'utilisation formulées par la Commission Technique de l'Assurance.

Toute dérogation à ces dispositions devra faire l'objet d'un accord écrit du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre.

Il pourra être demandé :

- La fourniture de procès-verbaux d'essais significatifs.
- La réalisation d'essais, contrôles, épreuves justifiant l'aptitude à l'emploi de l'ouvrage.

Ces essais sont à la charge de l'entrepreneur.

### 3.5.3 Essais sur ouvrages douteux

Des essais pourront être demandés dans le cas où la tenue, le non fonctionnement de certains ouvrages seraient douteux ou non conformes aux documents contractuels.

Le processus de ces essais sera défini par le Maître d'Œuvre après accord du Maître d'Ouvrage, la présence du Bureau de Contrôle pourra être demandée.

Ils seront pris en charge :

- Par l'entreprise si les résultats lui sont défavorables ou s'il s'avère que ces essais étaient justifiés du fait du non-respect de certaines dispositions contractuelles.
- Par le Maître d'Ouvrage dans le cas contraire.


La réalisation des essais, contrôles et épreuves est effectuée en présence du Maître d'Œuvre, par l'entreprise si elle dispose des moyens suffisants ou par un organisme spécialisé dans le cas contraire.

### 3.5.4 Essais divers

Les matériaux ou fournitures feront état d'essais vis-à-vis de leur mise en œuvre et suivant les directives inscrites à chaque CCTP : Étanchéité, résistance mécanique, éclaircissement, ...

### 3.5.5 Remplacement des ouvrages défectueux

Les matériaux ou fournitures jugés défectueux ou non conformes à la qualité prescrite, seront refusés et remplacés, en cours d'exécution ou lors des réceptions de travaux, conformément aux décisions du Maître d'Œuvre.

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 29 sur 47

## 4 PRESCRIPTIONS APPLICABLES EN PHASE RECEPTION DES TRAVAUX

### 4.1 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER

Chaque entreprise devra le repliement de ses installations de chantier qu'elle aura mis en place pour cantonnement, clôtures, aire de stockage et tous les matériels et matériaux, y compris enlèvement des gravats, emport des bennes à déchets et nettoyage soigné de tous les déchets au droit des abords.

Remise en état du terrain au droit des zones d'implantation de la grue et du cantonnement, y compris sujétions d'extraction des massifs béton, remblaiement des trous en tout venant et compactage soigné.

L'entreprise devra livrer les abords parfaitement nettoyés.

### 4.2 OPERATIONS PREALABLES A L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX

Les opérations préalables au constat d'achèvement comportent :

- La reconnaissance des ouvrages exécutés.
- Les essais et contrôles.
- La constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché.
- La constatation du repliement des installations de chantier et la remise en état des abords.

Ces opérations feront l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ par le Maître d'Œuvre et signé par lui et l'entrepreneur.

Le Maître d'Œuvre fait connaître à l'entrepreneur s'il a ou non proposé à la personne en charge du marché de prononcer l'achèvement des travaux, et dans l'affirmative, fait connaître les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir l'achèvement.

### 4.3 LEVEE DES RESERVES

Les visites complémentaires nécessaires, pour vérifier que les remarques formulées par la Maîtrise d'Œuvre ont été suivies d'effets, sont à la charge des entreprises.

### 4.4 DOE


15 jours avant la date fixée pour les OPR, chaque entreprise devra obligatoirement fournir à l'équipe de Maîtrise d'Œuvre les plans de recollement des ouvrages exécutés, les essais AQC ainsi que les notices d'utilisation, d'entretiens et certificats de garantie spécifiques aux matériels mis en œuvre.

Ce dossier d'ouvrages exécutés (DOE) sera fourni en 3 exemplaires sous format papier et 3 exemplaires sous format numérique PDF et compatible avec Autocad sur support de type clé USB.

Le dossier devra comprendre :

#### 1) Les documents graphiques

- Plans d'exécution (récolement).
- Plans de fabrication (récolement).
- Plans d'implantations.
- Plans de détails (récolement).
- Schémas de réalisation.
- Plans de repérage de tous les réseaux, y compris extérieurs et publics.

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 30 sur 47

Les plans devront faire apparaître les zones de remblaiement, les réseaux conservés, le nivellement du terrain, etc...

## 2) Les documents écrits

- Toutes les notes de calculs.
- Toutes les fiches produits et fiches techniques.
- Tous les certificats et PV techniques.
- Tous les rapports d'autocontrôles et PV d'essai.
- Toutes les attestations.
- Tous les bons de garanties.
- Tous les PV de matériaux utilisés.
- Toutes les documentations de matériaux et produits utilisés.
- Tous les documents commerciaux (catalogue, photo, etc...).
- Attestations d'assurances particulières pour les produits ne bénéficiant pas d'avis techniques.
- L'ensemble des annexes aux fiches BAR.
- L'ensemble des copies des Quitus de pose et installation + tableau de suivi.
- Les plans des ouvrages exécutés plan d'implantation, détails.
- Les PV le cas échéant.
- La liste de tous les matériaux utilisés avec le nom et l'adresse des fabricants, du distributeur, les références, etc....
- Tout document ayant exigé l'établissement d'un VISA.
- SOGED, Certificats d'acceptation, récépissé de déclaration préalable pour le transport des déchets, autorisation ADR le cas échéant, contrat établi avec les éco-organismes le cas échéant, certificats « qualité » des gestionnaires de déchets, copie de l'ensemble des pièces du registre déchet, BSD et tout autre document permettant d'établir la gestion des déchets sur le site ainsi que leur traçabilité hors du site.
- Plan de retrait Amiante.

## 3) les supports informatiques

- Plans mis à jour en version Autocad sur fichier DWG (sur CD) ou équivalent.

## 4) les documents pour la Commission de Sécurité


Listes non exhaustives.

### 4.5 PRESENTATION DES DOE

Page de garde indiquant "Dossier DOE", la date de production, le nom de l'opération, le N° et titre du lot technique traité.

Sommaire des pièces composant le dossier DOE avec la liste complète des plans (avec n° et titres) et la liste complète des documentations des matériels et fiches techniques.

Plans des ouvrages exécutés, avec sur le cartouche de chacun des plans, mentionné "DOE", la date et le nom de l'entreprise auteur du DOE.

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 31 sur 47

## 4.6 DIUO

Les DIUO mettent en évidence les éléments suivants :

- Fiches et notices d'entretien.
- Notices de fonctionnement.
- Documents des matériaux, produits et matériels utilisés.
- Une liste de pièces de rechange de première nécessité à approvisionner par le Maître d'Ouvrage.
- Les consignes détaillées de fonctionnement des installations permettant à toute personne chargée de l'utilisation et de la maintenance d'intervenir sans erreur ni omission.
- Organes de coupure, avec localisation et conditions d'accès des zones concernées par la coupure.
- Trappes d'accès avec localisation en plan (avec détails techniques des organes rencontrés derrière chaque trappe).
- Cheminements d'accès aux locaux techniques et moyens de sécurité.
- Plans de synthèse des réseaux enterrés et réseaux en faux plafonds (éclairage, détecteurs, bouches VMC, etc...).
- Repérage des matériaux : faux plafond, sols, revêtements muraux, vitrages, etc...
- Autres éléments indiqués comme devant être intégrés dans les DIUO suivant pièces écrites élaborées par le Coordonnateur SPS.

## 4.7 GARANTIES

Les périodes de garanties des matériels, matériaux et ouvrages prennent effet à compter de la date de réception des ouvrages prononcée sans réserve ou à la date de levée des réserves si celles-ci concernent l'ouvrage garanti.

Pendant la période de garantie, l'entrepreneur doit assurer la remise en état des malfaçons et vices cachés ou autres même si ceux-ci n'apparaissent qu'après la réception.

La garantie de l'Entrepreneur couvrira également et dans les mêmes conditions toutes les fournitures qu'il sous-traitera.

## 5 HYGIENE ET SECURITE

Chaque entrepreneur, pour ce qui le concerne, est tenu de prendre toutes dispositions afin d'assurer la sécurité du chantier, l'hygiène et la sécurité des travailleurs et la sécurité publique, et de se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge par les lois et décrets en vigueur et tous règlements de police, de voirie ou autres.


Il est pleinement responsable de la sécurité de ses travailleurs quels que soient les accidents provoqués par un défaut de conception, de réalisation ou d'emploi des ouvrages provisoires (dispositifs de sécurité, barrières, garde-corps, garde pieds, filets de protection, ceinture de sécurité, etc...) ou un défaut d'emploi des engins, machines et outils par le personnel.

Tous les frais en découlant pour l'entrepreneur sont contractuellement réputés compris dans le montant de son marché.

Pour la concrétisation de toutes ces dispositions, et ce avant la fin de la période de préparation du chantier, chaque Entreprise est tenue de fournir son plan de prévention en cohérence avec la présente notice d'hygiène et de sécurité.

La mise en place des moyens et protections de sécurité nécessaires sera réalisée conformément aux instructions du PGCSPP établi par le Coordonnateur SPS désigné par le Maître d'Ouvrage.

Réglementation applicable dans l'exécution des travaux :

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 32 sur 47

- Code du travail, règlement d'hygiène et de sécurité.
- La loi n°93-1418 du 31 décembre 1993, modifiant les dispositions du Code du Travail applicables aux opérations de bâtiments et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs.
- Décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

### 5.1 IDENTIFICATION DES PERSONNELS DE L'ENTREPRISE

L'entrepreneur devra fournir une liste nominative des personnels travaillant sur le chantier. Cette liste sera mise à jour quotidiennement et sera communiquée au Maître d'Œuvre et au Maître d'Ouvrage. Chaque personnel portera de façon visible un badge d'identification sur lequel seront indiqué le nom et l'adresse du chantier, ses nom et prénom, le nom de sa société.

Toute personne ne portant pas ce badge sera exclue du chantier.

### 5.2 COVID-19

L'entreprise devra prévoir dans son chiffrage l'ensemble des mesures relatives à la gestion du risque de pandémie au coronavirus et variants, conformément au guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d'épidémie au coronavirus. Ces mesures concernent aussi bien la fourniture d'EPI spécifiques, de produits d'hygiènes complémentaires, la mise en place d'interventions supplémentaires des entreprises de nettoyage, l'impact sur les cadences de travail...

L'ensemble des mesures devront être décrites précisément au plan de prévention de l'entreprise.

### 5.3 EPC ET EPI

L'ensemble des équipements de protection collectifs et individuels nécessaires sera fourni et mis en place.

### 5.4 TRAVAUX EN HAUTEUR

Tous travaux temporaires en hauteur devront être réalisés dans le respect des règles établies dans le décret n°2004-924 du 1er septembre 2004, ainsi que dans les arrêtés du 21 décembre 2004 et du 1er mars 2004 relatifs aux vérifications des échafaudages et aux appareils de levage des personnes.

Le recours à ces interventions doit être subordonné, par le décret, à la mise en œuvre d'un certain nombre d'obligations en matière d'organisation du travail et à une formation adaptée. L'entreprise devra garantir notamment que le personnel employé a bien été formé à cette fin et qu'il interviendra sous la direction d'une personne compétente. Ces travaux devront être indiqués dans le PPSPS et soumis au CSPS.

### 5.5 SECURITE INCENDIE


La sécurité de chantier est due par l'entrepreneur.

### 5.6 SPECIFICATIONS DUES AUX TRAVAUX DANS UN BATIMENT OCCUPE

Afin de réduire au maximum la gêne causée aux occupants, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour leur permettre d'avoir une grande capacité d'adaptation pour répondre aux différents cas et conditions particulières rencontrées. Toutes dispositions à prendre pour réduire les nuisances inévitables concernant notamment :

- Les ouvriers et leur nombre intervenant dans un même espace.
- L'outillage, les appareils et machines utilisés.
- Le mode d'exécution des travaux.



12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 33 sur 47

- Les protections mises en place.
- Le nettoyage journalier, aspirateur industriel à utiliser à proximité immédiate de la source de poussière.
- Les mesures de sauvegarde des existants tels que revêtements de sols, peintures, papiers peints, mobiliers et équipements.

Les accès au bâtiment devront toujours rester accessibles. Les zones au droit de ces accès qui pourrait nécessiter une condamnation provisoire et nécessairement sur de très courtes durées devront faire l'objet d'une demande en validation préalable auprès du Coordonnateur SPS, de la Maîtrise d'Ouvrage et de la Maîtrise d'Œuvre. L'entreprise devra prévoir, tous moyens humains et matériels afin de respecter cette consigne.

## 5.7 PROGRAMMATION DES INTERVENTIONS

Les entrepreneurs devront programmer leurs interventions en accord avec les occupants. Ils devront notamment :

- Informer les occupants 48 h à l'avance de la date et de l'heure de leur intervention, et en cas d'indisponibilité des occupants à la date envisagée, prendre accord avec eux pour une autre date.
- Respecter strictement les dates et horaires définis.

## 5.8 NUISANCES

Les travaux se feront pendant les heures prévues aux règlements en vigueur de la lutte contre le bruit. Les moteurs d'engins ou machines, outils seront équipés conformément aux arrêtés interministériels du 11 avril 1972 afin d'éviter la pollution par les poussières.

L'entrepreneur réalisera dans les meilleures conditions possibles les travaux qui lui incombent. Il veillera en particulier à créer le moins possible de perturbations et sera dans l'obligation de réparer l'ensemble des dommages que son activité pourrait induire.

La durée des interventions et des travaux ne doit entraîner que le minimum de gêne pour les utilisateurs, elle doit être la plus brève possible.

À cet effet, le titulaire doit mettre en place les moyens humains et matériels nécessaires pour réduire le plus possible leur durée.

## 5.9 AMIANTE


Le Maître d'Ouvrage a fait établir les diagnostics « amiante » de chaque bâtiment avant réalisation des travaux. Ces diagnostics sont joints au présent dossier. L'entreprise est tenue d'en prendre connaissance et de se conformer aux prescriptions indiquées en ce qui concerne ses différentes interventions.

Ces rapports Amiante signalent la présence d'amiante au niveau de plusieurs éléments à déposer : l'entreprise devra donc mettre en œuvre tout protocole d'intervention SS4 nécessaire aux interventions.


### 5.9.1 Réglementation

Les études, la qualité des installations, la qualité des matériaux et les modes opératoires, seront à réaliser selon les normes françaises, les règles de l'art, les réglementations et textes en vigueur au jour de la soumission et notamment :

- Note de la Direction Générale du Travail du 05/12/2017 définissant le cadre juridique applicable aux interventions susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante relevant de la sous-section 4 – Mesurage des empoussièrtements – Références aux campagnes CARTO Amiante et FEDENE – Précisions concernant les dispositions réglementaires applicables à certaines interventions.
- Décret du 09/05/2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations.

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 34 sur 47

- Décret du 13/01/2017 relatif à la création de la commission d'évaluation des innovations techniques de PRESCRIPTIONS dans le domaine de la détection et du traitement de l'amiante dans le bâtiment.
- Loi El KHOMRI (loi du travail – Août 2016), l'article 113 de la loi crée l'article 4412-2 sur le repérage avant travaux en matière d'amiante.
- Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des opérateurs de repérages (y compris état de conservation) et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis.
- Conseil d'état (décembre 2015) relatif à l'annulation partielle de la réglementation relative à l'exposition des travailleurs de moins de 18 ans aux poussières d'amiante.
- Décret 2015-789 du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.
- Arrêté du 1<sup>er</sup> juin 2015 définissant les modalités de transmission au préfet des rapports de repérage des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante.
- Arrêté du 20 avril 2015 modifiant l'arrêté du 23/02/12 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques amiante et l'arrêté du 14/12/12 fixant les certifications des entreprises réalisant des travaux de traitement de l'amiante.
- Décret 2013-915 du 11 octobre 2013 relatif aux travaux interdits et réglementés pour les jeunes âgés de moins de 18 ans.
- Décret 2013-594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.
- Arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste A et B (modification des arrêtés du 12 décembre 2012).
- Arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C et contenu du rapport de repérage.
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de préventions et aux moyens de protections collectifs à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.
- Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protections individuelles utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.
- Arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant.
- Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesure des niveaux d'empoussièrement aux fibres d'amiante.
- NF X 46-010 août 2012.
- NF X 46-011 août 2012.
- Décret n°2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.
- Diaporama décret du 4 mai 2012 relatif au risque d'exposition à l'amiante.
- Arrêté du 19 août 2011 relatif aux modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis.
- Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante.
- Décret 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- NF X 46-021 août 2010.

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 35 sur 47

- Instruction DGT 2001/10 du 23 novembre 2011 relative aux mesures à mettre en œuvre en matière de prévention de l'exposition à l'amiante au cours de la période transitoire précédant la réforme réglementaire consécutive aux avis de l'ASFSET et aux résultats de la campagne META.
- Recommandations de la CNAMTS.
- Guide ED 6091 de l'INRS qui rassemble l'ensemble des préconisations que les Entreprises se doivent d'appliquer au regard des récentes conclusions des pouvoirs publics sur l'amiante.
- Code de la Santé Public.
- Code du Travail.
- Code de l'Environnement.
- Le Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN).

Liste non exhaustive.

### 5.9.2 Intervention sur matériaux susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante

Avant tout démarrage des travaux, un mode opératoire pour chaque processus sera établi par l'entreprise titulaire et comprendra à minima :

- La nature de l'intervention.
- Les matériaux concernés.
- La fréquence et les modalités de contrôle :
  - Du niveau d'empoussièrement du processus mis en œuvre.
  - Du respect de la VLEP.
- Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques.
- Les notices de poste.
- Les caractéristiques des équipements utilisés.
- Les procédures de décontamination.
- Les procédures de gestion des déchets.
- Les durées et temps de travail déterminés.

Le mode opératoire sera transmis à l'Inspection du Travail et aux agents de la CARSAT :


- Dans le ressort territorial du chantier avant la 1ère mise en œuvre du mode opératoire.
- Dans le ressort territorial de l'établissement pour les fois suivantes.

Dans le cas où l'intervention durerait plus de 5 jours, l'employeur inclus dans son mode opératoire :

- Le lieu, la date de commencement et la durée probable de l'intervention.
- La localisation de la zone à traiter, la description de l'environnement.
- Les dossiers techniques (repérages).
- La liste des travailleurs impliqués.

### 5.10 **Plomb**

Le Maître d'Ouvrage a fait établir les diagnostics « Plomb » de chaque bâtiment avant réalisation des travaux. Ces diagnostics sont joints au présent dossier. L'entreprise est tenue d'en prendre connaissance et de se conformer aux prescriptions indiquées en ce qui concerne ses différentes interventions.

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 36 sur 47

Ces rapports Plomb signalent la présence d'amiante au niveau de plusieurs éléments à déposer : l'entreprise devra donc mettre en œuvre tout protocole d'intervention nécessaire aux interventions.

#### 5.10.1 Réglementation

Les textes applicables sont les suivants :

- Code de la construction et de l'habitation : art. L 271-4 et 5, art. R 271-1 à 5
- Code de la santé publique : art. L 1334-5 à 12, art. R 1334-10 à 12
- Décret 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme
- Arrêté du 25 avril 2006 relatif au CREP
- Arrêté du 25 avril 2006 relatif aux travaux en parties communes nécessitant l'établissement d'un constat de risque d'exposition au plomb
- Arrêté du 25 avril 2006 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures
- Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification
- Arrêté du 12 mai 2009 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb réalisés en application de l'article L.1334-2 du code de la santé publique
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb

#### 5.10.2 Intervention sur matériaux susceptibles de provoquer l'émission de poussières de plomb

Toutes les précautions seront prises par le Titulaire pour que la mise en œuvre de travaux sur supports contenant du plomb ne présente aucun risque pour la santé des occupants et des personnes chargées de l'exécution de ces travaux.

Le choix de la technique et des mesures de prévention doit tenir compte de l'occupation des locaux dans le respect des principes généraux de prévention.

- Marquage des supports sur la base du rapport de diagnostic


L'entrepreneur réalisera le marquage des peintures et supports considérés comme plombés indiqués dans les rapports de diagnostic plomb.

- Rédaction des procédures pour information des organismes

L'Entrepreneur devra rédiger, selon les spécificités du chantier (cf. PGC, PPSPS), une note indiquant l'ensemble des procédures mise en œuvre pour gérer le risque plomb et la liste du personnel qualifié devant intervenir. Ce document est à diffuser, pour information, aux organismes : Inspection du travail, CARSAT, OPPBTP, aux différents interlocuteurs concernés du chantier : Maître d'ouvrage, CSPS, Maître d'œuvre.

- Gestion des déchets plombés – démarches préalables

L'entrepreneur doit préparer le traitement des déchets plombés issus des travaux de dépose, du

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 37 sur 47

curage, de la démolition en obtenant les documents préalables nécessaires, certificats d'acceptation des décharges, fiches d'identification des déchets, établissement des bordereaux de suivi des déchets plombés. Tous ces documents doivent être visés par le Maître d'œuvre et pour la partie qui lui revient en tant que détenteur des déchets par le Maître d'ouvrage.

- Suivi des déchets dangereux

L'entrepreneur doit réaliser au fil du chantier un suivi permanent de l'évacuation des déchets plombé en tenant, sur le chantier, le classement de tous les documents liés à l'évacuation des déchets (quantité évacuée, transport, retour des documents, etc.) Un point hebdomadaire du suivi devra être présenté au Maître d'œuvre et au Maître d'ouvrage. Un récapitulatif exhaustif comportant les justificatifs originaux devra être fourni au Maître d'ouvrage dans le cadre des DOE et sous forme de copie au Maître d'œuvre, CSPS, Gestionnaire du site ETC...

- Rapport de fin d'intervention (RFI)

L'entrepreneur, à la fin des interventions de déplombage, d'encoffrement, de dépose et d'évacuation des déchets plombés doit diffuser son rapport de fin d'intervention reprenant tous les documents évoqués dans les chapitres précédents : note méthodologique y compris les corrections et remarques éventuelles des organismes concernés, tous les justificatifs concernant le transport et le traitement des déchets. Ce document est à minima à établir et diffuser en 3 exemplaires, il sera ensuite inclus dans les DOE de l'opération.

- Protections individuelles

- Règles d'hygiène à respecter

Les salariés doivent avoir à leur disposition et utiliser des vestiaires différents pour les vêtements de travail et pour les vêtements de ville, ceux-ci doivent être séparés par des douches.

L'employeur veillera à ce que les travailleurs ne mangent pas et ne fument pas en vêtement de travail.

Les salariés de l'entreprise devront respecter les règles d'hygiène suivante :


- Interdiction de boire, manger, fumer sur les lieux de travail
- Lavage des mains et du visage avant les repas
- Douche après le travail (des douches doivent être à la disposition des salariés par l'employeur)

- Changement des vêtements après le travail

- Contrôle de l'exposition et suivi médical

Le Code du travail fixe pour le plomb et ses composés une valeur limite d'exposition professionnelle (VLEP) réglementaire contraignante de 0,1 mg/m<sup>3</sup>, à ne pas dépasser en moyenne sur 8 heures dans l'atmosphère des lieux de travail (article R. 4412-149).

Le respect de cette valeur limite d'exposition professionnelle doit être considéré comme un objectif minimal de prévention. L'exposition des travailleurs doit être réduite au niveau le plus bas

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 38 sur 47

techniquement possible.

Les valeurs limites biologiques (VLB) réglementaires contraignantes à ne pas dépasser sont fixées à 400 µg de plomb par litre de sang pour les hommes et à 300 µg/l de sang pour les femmes (article R. 4412-152).

Le contrôle du respect des valeurs limites réglementaires (VLEP et VLB) du plomb doit être réalisé à la charge de l'entrepreneur par des laboratoires accrédités (selon les modalités prévues par 2 arrêtés du 15 décembre 2009).

Un suivi individuel renforcé sera assuré si l'exposition à une concentration de plomb dans l'air est supérieure à 0,05 mg/m<sup>3</sup> (calculée comme une moyenne pondérée en fonction du temps sur une base de 8 heures), ou si une plombémie élevée (supérieure à 200 µg de plomb par litre de sang pour les hommes et 100 µg/l pour les femmes) est mesurée chez un travailleur (article R. 4412-160).

- Equipements de protection individuelle

De plus, les salariés devront porter des équipements de protection spécifiques au risque plomb (vêtements, gants, surbottes...).

Lorsque les mesures de prévention collective ne permettent pas de supprimer l'exposition au plomb, des appareils de protection respiratoire peuvent être utilisés pour se protéger des aérosols et des poussières. Les appareils filtrants doivent être équipés de filtres de type P3.


- Installation d'une unité de production d'air respirable

En cas de dépose de produits plombés générant d'important niveau d'empoussièrement (sablage, ponçage), la protection respiratoire des opérateurs doit être du type d'adduction d'air. Les opérateurs doivent être équipés de masques reliés par conduites flexibles à une unité de production d'air respirable. Cette unité placée à l'extérieur de la zone confinée doit fournir un air respirable de bonne qualité (sans huile, à bonne température, à pression constante). Le matériel doit être contrôlé avant la mise en service, et la qualité de l'air distribué régulièrement vérifiée (analyses).

- Protections collectives
- Installation de la base vie d'approche – vestiaire vert

Dans tous les cas d'intervention sur des produits plombés, une installation de proximité complémentaire à l'installation globale, doit être mise en place, cette installation doit comporter :

- Un volume isolé comportant des armoires vestiaires individuelles, des tables et chaises pour l'effectif intervenant, distributeur d'eau potable ou bouteilles d'eau de source,
- Des équipements sanitaires permettant la décontamination, dont obligatoirement poste de lavage eau chaude, savon, brosse à ongles,
- Un bureau avec les documents nécessaires note méthodologique, consignes de sécurité, le suivi des déchets.
- L'affichage des consignes.

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 39 sur 47

En cas d'éloignement important de la base vie principale, un bloc sanitaire (WC, Douches) doit être installé ou mis à disposition dans cette base vie d'approche.

- Installation sas personnel / sas déchets

En cas de travaux de retrait nécessitant la décontamination du personnel, installation raccordement d'un sas à 3 ou 5 compartiments y compris l'unité de chauffe et de filtration. Le coût intègre le repli du matériel.

Lors d'interventions nécessitant l'utilisation importante de matériel, et générant une grande quantité de déchets, la mise en place d'un sas de décontamination de matériel et des déchets ensachés est indispensable. Ce sas doit comporter une zone de lavage (avec unité de filtration) et des équipements de manutention. Le coût intègre le repli du matériel.

- Mise en place de confinement simple peau

En cas de dépose de produits plombés, mise en place d'un confinement simple peau sur toutes les surfaces non plombées et non décontaminable, compris ossature bois et/ou étais. Le coût intègre la consignation des réseaux la pose et la dépose.

- Mise en place de protections au sol

Dans le cas de présence d'un sol difficilement décontaminable (parquets, sols poreux) lors de la dépose de produits plombés (curage de cloisons, brossage ponctuel, traitement chimique), mise en place sur le sol à protéger d'une couche de protection mécanique constitué revêtement de sol plastique déclassé recouvert par une couche de polyane de 200µ. Le coût intègre la pose et la dépose

- Mise en place de confinement double peau


En cas de dépose de produits plombés fortement émissif (ponçage, sablage), mise en place d'un confinement sur toute les surfaces non plombées et non décontaminable, compris ossature bois et/ou étais. Le coût intègre la consignation des réseaux la pose et la dépose.

- Mise en place d'extracteurs

Dans le cas d'intervention de déplombage en zone confinée, afin d'éviter toute dispersion d'une pollution plombée à l'extérieur de la zone confinée, le volume doit être placé en dépression par des extracteurs d'air équipés de filtres à très haute efficacité. Les extracteurs sont à minima au nombre de 2 (un actif+1 de secours) les extracteurs doivent assurer un renouvellement d'air compris entre 6 et 10 volumes/heure. Le nombre d'extracteurs est lié à la dimension de la zone confinée.

- Fourniture et raccordement d'un groupe électrogène de secours

Afin d'assurer une continuité du fonctionnement des installations en zone confinée en cour de travaux, un groupe électrogène de secours avec système d'inverseur normal/secours doit assurer, en cas de coupure intempestive de l'alimentation du réseau, l'éclairage de la zone, le renouvellement d'air de la zone, la fourniture d'air respirable, le fonctionnement des sas de décontamination. Le démarrage du groupe doit être asservi à une alarme sonore et un renvoi sur le téléphone du responsable du chantier

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 40 sur 47

« plomb ». Le coût intègre l'aménagé et le repli de l'installation et le contrôle réglementaire.

#### - Installation d'éclairage en zone

Fourniture et mise en place d'équipements d'éclairage étanche et de coffrets de branchements étanches en zone respectant les niveaux d'éclairage requis au poste de travail.

#### - Métrologie réglementaire

L'entreprise doit dans le cadre de son marché réaliser toutes les mesures et analyses réglementaires nécessaires à la réalisation de ces opérations y compris les points initiaux (test lingette), les analyses et mesures VLEP et les analyses surfaciques libératoires (test lingette) dans le respect de l'arrêté du 12 mai 2009.

#### - Méthodologies et modes opératoires envisageables

Toute intervention sur des peintures contenant du plomb (ou dans lesquelles on peut soupçonner la présence de plomb) nécessite des mesures de prévention spécifiques adaptées au niveau de risque. Cela peut aller de mesures très simples pour des interventions limitées (comme le perçage de trous pour le passage de câbles ou de tuyaux) jusqu'à des mesures lourdes pour des chantiers d'enlèvement de peintures.

L'Entreprise réalisera ses interventions selon les modes opératoires et processus maîtrisés.

Dans tous les cas, les consignes à suivre pour toute intervention sur des peintures au plomb sont les suivantes :

- Utiliser des techniques produisant aussi peu de poussières que possible (pour le nettoyage, proscrire balais et aspirateurs ménagers)
- Aspirer systématiquement les poussières avec un aspirateur équipé de filtres à très haute efficacité (pour les petites quantités de poussière, préférer un nettoyage à l'humide)

#### - Interventions concernées


Les interventions sur matériaux / peintures / supports plombés suivantes doivent obligatoirement intégrer une méthodologie adaptée (liste non exhaustive) :

- Percement
- Découpe
- Dépose de peinture par ponçage et/ou burinage
- Dépose de peinture par sablage/hydrogommage
- Dépose de peinture par traitement chimique
- Dépose de peinture par brossage métallique
- Encapsulage / Encoffrement par doublage, toiles de verre, peinture, résine...
- Curage / Dépose de canalisation et ou éléments métalliques par découpe, dévissage...

#### - Mode opératoire type

Le mode opératoire type présenté ci-dessous dans le cadre de la prévention au risque plomb est



12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 41 sur 47

donné à titre d'exemple. L'entrepreneur adaptera à chaque cas de figure.

Si nécessaire, un chantier test sera à réaliser en début d'intervention afin de valider le niveau d'exposition des personnels et d'adapter les moyens de protections collective et individuelle.

Quelque soit l'intervention, le mode opératoire mis en place respectera les étapes clefs suivantes :

- Mise en place des moyens de protection collective
- Humidification préalable de la zone de travail et/ou du matériau puis humidification fréquente durant l'intervention avec un produit mouillant
- Utilisation des outils manuels, ou des outils à vitesse lente accompagnés d'un aspirateur THE (aspiration à la source)
- Intervention sur la peinture plombée / le support plombé
- Sitôt l'opération effectuée, dépose les éléments directement dans un sac à déchets
- Nettoyage à l'aide de lingettes et/ou de linge humide des supports et des pourtours de la zone
- Aspiration de la zone à l'aide d'un aspirateur THE
- Repli des moyens de protection collective et nettoyage final de la zone.

## 5.11 PROTECTION ET PRESERVATION DES USAGERS

### 5.11.1 Sécurité générale extérieure

Pendant toute la durée de l'exécution des travaux, l'entrepreneur doit prendre les mesures nécessaires et spéciales pour assurer la protection efficace des passages et la sécurité parfaite des usagers, la sécurité concernant les propriétés riveraines, les voies publiques et internes.

Notamment, l'entrepreneur aura la charge d'établir tous éléments tendant à la protection des passants, visiteurs, et de toutes personnes concourant à la démolition des ouvrages, contre la chute des matériaux et pour éviter tout accident.

### 5.11.2 Bruit

Obligation de prendre toutes les précautions nécessaires pour limiter l'émission de bruits (aériens et solidiens).


### 5.11.3 Poussières

L'entreprise devra mettre en œuvre tous les dispositifs afin d'atténuer les poussières générées par la déconstruction et les phases de chargement et évacuation des gravats.

Arrosage : sans objet.

Sas intérieurs de chantier : les entreprises réaliseront pour chaque zone d'intervention à l'intérieur de la détention, un sas de délimitation et de protection à l'aide de panneaux de clôtures grillagés. Cela permettra une protection physique et une surveillance visuelle par les personnels pénitentiaires. L'accès sera cadenassé.

Au regard du phasage prévu, toutes ces installations seront démontées quotidiennement.

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 42 sur 47

## 5.12 GESTION DU RISQUE RELATIF AUX SILICES CRISTALLINES ALVEOLAIRES

Dans le cadre de la transcription dans le droit français du caractère cancérigène des procédés émettant de la silice cristalline alvéolaire par l'arrêté du 26 octobre 2020 d'application au 1<sup>er</sup> janvier 2021, l'entreprise générale doit l'intégration de ce curseur dans son analyse des risques et en détailler les mesures de protections collectives et individuelles mises en œuvre.

Cette gestion devra être modélisée par la transmission de ses méthodologies d'intervention afférentes à la Maîtrise d'Œuvre et leur intégration à son PPSPS pour validation préalable par le Coordonnateur SPS.

## 5.13 PROTECTION DES OUVRAGES

### 5.13.1 Contre le vol

L'entreprise prévoira tout élément utile en guise de protection contre les risques de vol et de détournement, jusqu'à la réception des travaux. Aucun coût ne pourra être répercuté aux frais du Maître d'Ouvrage.

### 5.13.2 Contre les risques de détérioration

L'entrepreneur doit assurer la protection efficace et le maintien des ouvrages, équipements, branchements et réseaux existants, en plus de ses propres travaux et matériels installés ou entreposés et autres prestations fournies.

De manière générale, l'entrepreneur est responsable vis-à-vis des tiers et jusqu'à la réception des travaux, du maintien en bon état de tous les éléments de toutes natures affectés par ses travaux.

Tous ouvrages détériorés (dont épaufrures, rayures, etc...) ou modifiés seront automatiquement refusés par le Maître d'Œuvre tant qu'ils n'auront pas été repris et/ou changés pour obtenir une finition dans les règles de l'art.

Les protections à mettre en place seront fonction de la nature et de l'importance des travaux et de l'état de conservation des existants.

Elles pourront être selon le cas, des planchers et bâches de protection, des garde-gravois, des recouvrements par films plastiques, des écrans anti-poussières, des films verticaux collés, et tous autres dispositifs s'avérant nécessaires.

Toutes ces protections devront être efficaces et devront être maintenues pendant toute la durée nécessaire. Le Maître d'Œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises par l'entreprise lui semblent insuffisantes, d'imposer des mesures de protection complémentaires.

En tout état de cause, les dispositions à prendre devront être telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition de l'entreprise en début de travaux.


Dans le cas contraire, les entrepreneurs auront à leur charge tous les frais de remise en état qui s'avéreront nécessaires.

### 5.13.3 Contre les intempéries

Chaque entrepreneur doit protéger ses matériaux, installations, fournitures, outillages et ouvrages contre les dégradations qu'ils pourraient subir notamment du fait des intempéries.

### 5.13.4 Vidéosurveillance et gardiennage


Assurés par le Maître d'Ouvrage par nature.

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 43 sur 47

## 5.14 GESTION DES DECHETS

### 5.14.1 Normes et réglementations

- Circulaire DPPR du 15 février 2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantiers du bâtiment et des travaux publics.
- Loi n°92-646 du 13 juillet 1992, modifiant la loi n°75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux. Elle définit la notion de déchet ultime et stipule qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2002, seuls ces déchets pourront être mis en centre d'enfouissement technique.
- Code de l'environnement et notamment sa Partie Législative, Livre V : Prévention des pollutions, des risques et des nuisances – Tire 1er : installations classées pour la protection de l'environnement (articles L.511-1 à L. 517-2) et Titre IV : Déchets (articles L. 541-1 à L. 542-14),
- Décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets.
- Arrêté au 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux.
- Décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route, au négoce et au courtage des déchets (JO du 06/08/98).
- Circulaire du 15/12/00 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics (BTP) BO/MATE n° 2000-03 du 20/03/00.
- Recommandation n° t2-2000 aux maîtres d'ouvrages publics relative à la gestion des déchets de chantiers du bâtiment préparée par le GPEM « travaux et maîtrise d'œuvre » et adoptée le 22 juin 2000 par la section technique de la Commission centrale des marchés.
- Arrêté du 12 août 1998 relatif à la composition du dossier de déclaration et au récépissé de déclaration de l'exercice de l'activité de transport de déchets (JO du 26/09/98).
- Arrêté du 9 septembre 1998 relatif à la composition du dossier de déclaration et au récépissé de déclaration pour l'exercice de l'activité de négoce et de courtage de déchets (JO du 03/10/98).
- Circulaire DPPR n° 95-007 du 5 janvier 1995 relative aux centres de tri des déchets ménagers prétriés et de déchets industriels et commerciaux assimilés aux déchets ménagers.
- Arrêté du 9 septembre 1997 relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage des déchets ménagers et assimilés.
- Avis du 11 novembre 1997 relatif à la nomenclature des déchets ;
- Circulaire du 28 avril 1998 relative à la mise en œuvre et l'évolution des plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés.
- Arrêté du 18 novembre 1992 relatif au stockage de certains déchets industriels spéciaux, ultimes et stabilisés pour les installations nouvelles.
- Décret n° 97-517 du 15 mai 1997 relatif à la classification des déchets dangereux.
- Décret n° 92-1074 du 2 octobre 1992 relatif à la mise sur le marché, à l'utilisation et à l'élimination de certaines substances et préparations dangereuses.
- Recommandation n° 2-2000 (officielle depuis le 05/01/2001) relatives aux maîtres d'ouvrages publics et à la gestion des déchets de chantier des bâtiments.
- Décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballage, dont les détenteurs ne sont pas les ménages.
- Directive du parlement et du conseil européen n°94/62/CE du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages.
- Décret n° 98-638 du 20 juillet 1998 relatif à la prise en compte des exigences liées à l'environnement, dans la conception et la fabrication des emballages.

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 44 sur 47

- ECV relatif à la valorisation et au recyclage des déchets inertes du BTP, signé le 27 avril 2017.
- ECV relatif au recyclage des déchets de plâtre signé le 27 avril 2016.
- ECV relatif au recyclage du verre plat de déconstruction et de rénovation, signé le 26 octobre 2017.
- ECV relatif à la valorisation en cimenterie des déchets de bois issus du bâtiment signé le 17 janvier 2018.
- Directive 2018/851 du 30 mai 2018, qui demande aux États membres de prendre des mesures pour encourager la démolition sélective afin de garantir la mise en place d'un système de tri des déchets pour au moins six flux : bois, fractions minérales (béton, briques, tuiles/céramiques et pierres), métal, verre, plastique et plâtre.
- Article 202 de la loi du 12 juillet 2010, dite « Loi Grenelle 2 », qui introduit un article spécifique au Code de l'environnement (Art. L. 541-14-1).
- Décret n°2011-610 du 31 mai 2011 (JO du 1er juin 2011), modifiant le Code de la construction et de l'habitation.
- Décret du 15 mai 1997 : Classement des déchets dangereux.
- Circulaire n°96-60 du 19 juillet 1996 : Élimination des déchets contenant de l'amiante.
- Décret n°2003-1254 du 23 décembre 2003 (codifié au code du travail en R4412 et suivants) : prévention du risque chimique, avec partie spécifique au plomb.
- Loi N° 75-633 du 15 juillet 1975 : Élimination et récupération des matériaux.

Les listes ci-dessous ne sont pas limitatives et ne sauraient dispenser de l'application des règlements en vigueur à la date des travaux.

L'entrepreneur est réputé connaître ces normes, ainsi que les textes environnementaux relatifs à l'enlèvement et la mise en décharge des matériaux de démolition.

En cas d'absence de normes, d'annulation de celles-ci ou de dérogations justifiées notamment par des progrès techniques et à défaut d'indications du CCTP, les propositions de l'entrepreneur sont soumises à l'agrément du Maître d'Œuvre.


L'entreprise est pleinement responsable de l'obtention des accords administratifs nécessaires à l'accomplissement de ses travaux et de tous les frais en résultant.

#### 5.14.2 Le schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED)

Le SOGED constitue le document de référence de tous les intervenants (Maîtres d'Ouvrage, Entreprises, Maître d'œuvre,) traitant spécifiquement de la gestion des déchets du chantier.

Au travers du SOGED, chaque entreprise expose et s'engage sur :

- Le tri sur le site des différents déchets de chantier.
- Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets (bennes, stockage, localisation sur le chantier des installations etc...).
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets, en fonction de leur typologie et en accord avec le gestionnaire devant les recevoir.
- L'information, en phase travaux, du Maître d'Œuvre quant à la nature et à la constitution des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier.
- Les modalités retenues pour assurer le contrôle, le suivi et la traçabilité.

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 45 sur 47

- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer ces différents éléments de gestion des déchets.
- L'établissement d'un diagnostic tant qualitatif que quantitatif.

Le SOGED devra être établi par l'entreprise. Il est remis par l'entreprise avec son offre et mis au point définitivement en phase de préparation du chantier.

#### 5.14.3 Revente de matériaux

Il ne sera pas toléré de vente de matériaux sur la voie publique ou sur le site. Toutefois, dans son offre, l'entrepreneur devra tenir compte du prix de revente de certains matériaux récupérés.

#### 5.14.4 Organisation, collecte, évacuations

Sur ce chantier, les déchets seront regroupés sur une aire de tri comportant autant de bennes fermées différenciées que de type de déchets, en fonction des nécessités relatives à l'avancement des travaux et donc des types de déchets engendrés. Des pictogrammes avec des codes couleur seront définis pendant la préparation de chantier et faciliteront le tri des déchets.

L'entreprise générale sera chargée de la gestion de ces déchets, c'est à dire de la mise à disposition du nombre de bennes fermées suffisant, de leur désignation, du retrait de ces bennes, de leur remplacement et de leur destination géographique.

Elle aura l'obligation de rechercher les centres de tri et les filières de valorisation disponibles localement en fonction de la nature et du volume des déchets estimés sur l'opération. Les bordereaux de déchets seront transmis obligatoirement à la Maîtrise d'Œuvre.

Cette entreprise sera également chargée de la signalétique du tri. L'entrepreneur veillera à afficher, de manière à être facilement identifiable, la nature du contenu sur les conteneurs (logo, pictogrammes, etc...).


L'entreprise générale sera chargée de la gestion des déchets et également de faire respecter ces obligations (que ces entreprises soient cotraitantes ou sous-traitantes) en matière de tri des déchets, de réduction des nuisances et de nettoyage de chantier. En cas de défaillance, l'entreprise responsable de la gestion globale devra intervenir en lieu et place de l'entreprise défaillante.

Chaque entrepreneur sera tenu de ramasser et déposer ses propres gravats dans ces bennes au fur et à mesure de leur production.

Il est demandé aux entreprises de trier les déchets à la source, afin d'éviter de les mélanger et de les souiller.

Sur ce chantier, Il sera strictement interdit de :

- Brûler les déchets sur le chantier.
- Abandonner ou enfouir un déchet (même inerte) dans des zones non contrôlées administrativement, comme par exemple des décharges sauvages.
- Laisser des déchets spéciaux (pots de colle par exemple) sur le chantier ou les mettre dans les bennes de chantier non prévues à cet effet, et à fortiori, abandonner des substances souillées (vidanges d'huiles moteurs, huiles de décoffrage, ...).

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 46 sur 47

#### 5.14.5 Classification des déchets

Selon les textes réglementaires, les déchets des bâtiments peuvent être classés en 3 catégories distinctes :

Les déchets inertes (DI)	<p>Ce sont des déchets qui ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction chimique, physique ou biologique durant leur stockage. Ce sont des produits naturels ou manufacturés. Les déchets inertes sont destinés soit au recyclage soit au stockage en site de classe III.</p>
Les déchets industriels banals (DIB)	<p>Ce sont des déchets qui ne présentent pas de caractère dangereux ou toxique et qui ne sont pas inertes. Ce sont soit des déchets mono-matériaux (bois non traité, métaux, plâtre, bitume, etc...), soit des matériaux composites, des produits associés à du plâtre, des matériaux fibreux (sauf amiante), le verre traité, le plastique, etc...</p> <p>Les DIB doivent être dirigés soit vers des circuits de réemploi, de recyclage, récupération, valorisation, soit vers des incinérateurs, soit en stockage de classe II.</p>
Les déchets industriels spéciaux (DIS)	<p>Ce sont des déchets qui contiennent des substances toxiques et nécessitent des traitements spécifiques à leur élimination.</p> <p>Le tri et la collecte sélective demandés sur ce chantier seront organisés par l'entreprise en fonction des natures des déchets et de leurs catégories.</p> <p>Un complément de tri sera effectué pour certains déchets après leur dépose et stockage dans les bennes appropriées.</p> <p>Il est précisé à l'entreprise que le Maître d'Ouvrage privilégie la valorisation, matière et énergétique des déchets. Ainsi l'entrepreneur installera sur le chantier dans l'aire de stockage, le nombre de bennes nécessaires aux différentes familles de déchets et selon les débouchés de chaque matériau, suivant le schéma de principe ci-après.</p>


### 5.15 NETTOYAGES

Pour le cas où les défauts de nettoyage, de dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur titulaire d'un lot déterminé, les frais correspondants seront inclus aux dépenses faisant l'objet du compte prorata.

#### 5.15.1 Nettoyage courant de chantier

Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et chaque entrepreneur devra prendre toutes dispositions à ce sujet.

Pendant toute la durée du chantier, l'entrepreneur aura à sa charge le nettoyage quotidien au fur et à mesure de l'avancement de ses travaux ainsi que l'enlèvement de tous ses gravois sur la plateforme de tri.

12243	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT N°0 – CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	
15/01/2025	D	RÉALISATION DE L'ACCESSIBILITÉ DE LA MAISON D'ARRÊT D'ARRAS	Page 47 sur 47

Les Entrepreneurs surveilleront et assureront eux-mêmes avec le plus grand soin le nettoyage dont ils auront l'entière responsabilité.

L'usage d'aspirateur industriel à utiliser à proximité immédiate de la source de poussière est obligatoire.

Chaque entrepreneur est responsable du tri et de l'évacuation de ses déchets. Il lui appartient de prévoir, les temps d'intervention, les moyens adéquats permettant soit l'évacuation quotidienne de ses déchets à la décharge, soit la mise en place d'une benne à sa charge, si cette évacuation quotidienne lui paraît trop contraignante. Dans tous les cas, l'entrepreneur est tenu de respecter la réglementation en vigueur.

Dans le cas de non-respect des prescriptions ci-dessus, le Maître d'Œuvre et/ou le Maître d'Ouvrage pourra à tout moment faire procéder par l'un des entrepreneurs de l'opération ou par une entreprise extérieure de son choix, aux nettoyages et sorties de gravois ; les frais en seront supportés par l'entrepreneur en cause.

#### 5.15.2 Nettoyage parties intérieures communes et privatives

En complément de toutes les dispositions décrites concernant la propreté et le nettoyage de chantier, et en raison de travaux en locaux occupés, une attention particulière sera apportée au nettoyage quotidien des parties occupées, communes et privatives, par tout moyen utile et efficace, y compris aspiration et balayage humide avec produits adaptés.

Chaque entrepreneur à la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations, des ouvrages ou tout ou partie du chantier, qu'il a salies ou détériorées.

#### 5.15.3 Nettoyage quotidien de la base-vie

L'entreprise de couverture doit la souscription d'un contrat de nettoyage quotidien de l'ensemble de la base-vie, (y compris désinfection des lieux dans le cadre des mesures réglementaires liées à la pandémie à la COVID-19 et variants), auprès d'une entreprise extérieure dont le personnel est formé. Les bons de passage devront être mis en copie auprès de la Maîtrise d'Ouvrage, de la Maîtrise d'Œuvre et du Coordonnateur SPS ainsi que celle du contrat de maintenance pour la durée du chantier.

Le contrat devra prévoir la fourniture en quantité raisonnable des consommables de base (papier toilette, essuie mains, savon pour les mains).

En cas de défaut d'entretien, la Maîtrise d'Ouvrage se réserve le droit de faire réaliser cette prestation par une Entreprise extérieure de son choix aux frais de l'entreprise défaillante.

#### 5.15.4 Nettoyage de réception

L'entreprise devra la dépose de toutes ses protections mises en place, le nettoyage soigné du chantier et l'évacuation de ses déchets de chantier (y compris de tous cartons et sacs papier provenant du déballage des produits utilisés).

Lors de la dépose des protections, l'entreprise devra veiller à ce que les bandes adhésives sur les ouvrages protégés soient enlevées dans leur totalité et qu'elles ne laissent aucune trace sur les ouvrages concernés.

#### 5.15.5 Entretien des accès

L'entrepreneur général devra assurer pendant toute la durée du chantier l'entretien et le nettoyage des voiries et accès existants sur le site.